

L'Empire contre l'Etat-nation L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008) ¹

Thorniké GORDADZÉ

Le 9 octobre 2008, le ministère du Développement économique de la Fédération de Russie envoyait à toutes les structures étatiques du pays une missive officielle intitulée « Au sujet des changements sur la carte du monde »². La lettre annonçait aux fonctionnaires que deux nouveaux Etats souverains – l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – étaient apparus sur la scène internationale et que désormais toutes les administrations du pays devaient tenir compte de cette réalité. Cette modification de la carte du monde, pour l'heure reconnue seulement par la Russie, le Nicaragua, le Venezuela, l'île Nauru et l'organisation palestinienne Hamas, est la conséquence de la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Le conflit se déclencha sur le territoire de l'Ossétie du Sud, que certains s'empressèrent de qualifier d'enjeu du conflit. Or, pour les belligérants, pour la Russie davantage encore que pour la Géorgie, l'Ossétie du Sud a été le théâtre de l'affrontement, et non pas un objectif en soi. Les combats en Ossétie du Sud qui ne durèrent que trois jours (la guerre s'est ensuite étendue sur le reste du territoire géorgien, dans les régions de Chida Kartlie, de Samegrélo – Mingrélie – et d'Iméréti) ne furent qu'un épisode du conflit russo-géorgien qui n'a jamais véritablement cessé depuis l'indépendance de la Géorgie vis-à-vis de l'URSS en 1991. La guerre d'août emboîta le pas au conflit qui opposait déjà la métropole soviétique à la périphérie géorgienne désireuse d'émancipation dès la fin des années 1980. Ce ne fut pas, loin s'en faut, un conflit frontal de dix-huit ans, mais une période ponctuée de phases de crises aigues, comme lors du coup d'Etat de janvier 1992³

¹ Ce travail s'insère dans le projet de l'Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».

² Voir « Bitva za Tskhinval » (La Bataille de Tskhinvali), *Kommersant*, 10 août 2008, p. 5.

³ Le président géorgien d'alors, Zviad Gamsakhourdia, fut renversé par l'opposition soutenue et armée par la Russie.

ou lors de la guerre d'Abkhazie entre 1992 et 1993, mais aussi de moments durant lesquels la Russie fut l'acteur hégémonique comme en 1993-1995, ainsi que de périodes d'intenses jeux et rivalités diplomatiques. Les provinces rebelles géorgiennes, issues de l'organisation ethno-territoriale de l'empire soviétique, ont toujours été des pièces maîtresses de ces relations conflictuelles. Farouchement attachée à son cadre national, la Géorgie était solidement « accrochée » à l'idée de la « restauration de l'intégrité territoriale »⁴ et cet élément ne pouvait être négligé par la Russie en quête d'une influence perdue. Fortement implantée dans les provinces autonomes géorgiennes, Moscou n'a jamais renoncé au retour de la Géorgie dans sa zone d'influence par la pression exercée à travers l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Quant à la Géorgie, aucun gouvernement n'y a jamais abandonné l'objectif d'unification territoriale. La détérioration rapide des relations déjà très tendues entre la Russie et la Géorgie depuis la « révolution des roses » de 2003 augmentait l'acuité des « conflits gelés » des régions géorgiennes. La Russie « hier à genoux, aujourd'hui debout » grâce aux revenus énergétiques exceptionnellement élevés entre 2005 et 2008, à la mise au pas de la société et à la gestion autoritaire de Vladimir Poutine, cherchait de façon croissante à revenir sur la scène internationale pour « effacer » ce que ses dirigeants considéraient comme l'« humiliation » des années 1990 et du début des années 2000. Cette véritable « politique publique de la vengeance » coûta des milliers de vies humaines en Tchétchénie et dans le reste du Caucase russe et réduisit en peau de chagrin les dernières bribes du régime démocratique, sacrifiées sur l'autel de la « grandeur nationale ».

« Nous avons été faibles et les faibles sont tabassés », déclarait le président russe à la télévision nationale⁵ au soir du dénouement sanglant du drame de Beslan en septembre 2004. La Russie forte devait être celle qui punit et la Géorgie avait tout du coupable idéal. Dirigé par une élite politique farouchement pro-occidentale, affichant sa volonté d'adhérer à l'OTAN et à l'UE dès que ses portes s'entrouvriraient, ce petit Etat verrou du Caucase fragilisait en prime l'une des cartes majeures de la nouvelle puissance russe : la tendance monopolistique sur la livraison des hydrocarbures à l'Occident par le contrôle des gisements de l'Eurasie et de ses moyens de transport. Le Bakou-Tbilissi-Ceyhan, oléoduc permettant d'acheminer les hydrocarbures de la Caspienne vers l'Ouest sans passer par la Russie, le projet européen de gazoduc Nabucco et autres projets derrière lesquels se profilaient les intérêts des pays importateurs et de transit de l'énergie, nuisaient en réalité davantage aux intérêts russes que le fameux élargissement de l'OTAN, il est vrai symboliquement plus difficile à digérer.

Dans ce contexte, il est tentant d'analyser le conflit en Ossétie du Sud selon la grille de lecture instrumentaliste : le conflit communautaire osséto-géorgien serait uniquement du ressort du clivage russo-géorgien. Ce paradigme n'est sans doute pas dénué d'intérêt, mais il n'explique qu'une partie de l'histoire. Il existe en effet plusieurs niveaux d'analyse possibles. L'instrumentalisation du conflit sud-ossète par la Russie est indéniable, mais c'est la conséquence d'un long processus dans lequel la

⁴ Pour la transition postsoviétique en Géorgie, voir S. SERRANO, *Géorgie, sortie d'Empire*, Paris, CNRS Editions, 2007.

⁵ Voir l'interview de V. POUTINE à la chaîne de télévision russe ORT, 3 septembre 2004.

seule volonté « impériale », consciente et machiavélique, ne peut pas tout expliquer. Il est donc pertinent de se demander dans quelle mesure le conflit en Ossétie du Sud peut avoir des racines propres. Quel eût été le clivage dans cette région si le pouvoir soviétique n'était pas intervenu en créant la Région autonome d'Ossétie du Sud en 1922 et n'y avait pas appliqué sa politique ethnofédéraliste, et quelle eût été la suite du conflit si l'abolition par Tbilissi du statut autonome de l'Ossétie du Sud en 1991 avait été entérinée par la Russie ? Et enfin, comment aurait évolué la situation si la Géorgie n'avait pas tenté de se joindre à l'Alliance atlantique, ravivant l'intérêt de la Russie poutinienne pour l'Ossétie du Sud après douze ans de « ni paix, ni guerre » ? Nous ne pouvons évidemment pas donner les réponses à ces questions, la politique-fiction n'étant pas du ressort de la recherche. Nous pouvons seulement affirmer avec assurance que le scénario eût été différent. En revanche, l'étude des phénomènes qui ont mené à la formation du conflit sud-ossète, du processus politique qui l'a transformé en une crise internationale majeure est l'objectif de ce texte.

1. De la lutte des classes à la formation des ethnocraties : l'expérience soviétique

L'historiographie soviétique dont la grille de lecture dogmatique était l'explication de l'histoire par la lutte des classes, considérait qu'en Ossétie du Sud, l'aristocratie géorgienne était une classe d'exploiteurs, alliée du tsarisme ⁶. Ce dernier lui permettait d'exploiter le prolétariat rural – la paysannerie ossète sans terre –, classe révolutionnaire par essence. La libération du « joug géorgien » devait également signifier la libération socio-économique des Ossètes. Dans ce contexte, même les émeutes de la faim étaient analysées comme la lutte du peuple ossète pour l'établissement du pouvoir soviétique dans la région ⁷. La création, en avril 1922, de la région autonome d'Ossétie du Sud, avec comme centre politique et bureaucratique Tskhinvali (appelé Staliniri de 1934 à 1961), dans des frontières aussi discutables et « artificielles » pour la plupart des Géorgiens, a néanmoins eu un effet indéniable sur la formation de l'identité collective ossète, des élites bureaucratiques et intellectuelles locales – « porteurs sociaux » (au sens wébérien du terme) de l'entité autonome. L'ethnofédéralisme soviétique appliqué à l'Ossétie du Sud a favorisé l'émergence d'une élite communiste locale. Bien qu'inférieur en statut à l'Abkhazie (République autonome) ⁸, l'Ossétie du Sud

⁶ Cette thèse était difficilement conciliable avec le caractère prétendument nationaliste de cette même aristocratie à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, également dénoncé par les auteurs soviétiques. Voir V. ABAEV, *Ekonomitcheskoe Razvitie Iougo-Ossetii v Period Kapitalizma (1864-1917-1921)* (Le développement économique de l'Ossétie du Sud à l'époque du capitalisme), Tbilissi, 1956, et Z. VANETI, *Krestianskii Vopros i krestianskoe dvijenie v Ioujnoi Ossetii v XIX-om veke* (La question paysanne et le mouvement paysan en Ossétie du Sud au XIX^e siècle), Staliniri, 1956.

⁷ Voir par exemple Z. DOGOUZOV, *Revolioutsionnoe Dvijenie v Ioujnoi Ossetii v kontse XIX, natchale XX-ogo veka* (Le mouvement révolutionnaire en Ossétie du Sud à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle), Staliniri, 1960.

⁸ Dans le système soviétique, la région autonome ne disposait pas de constitution propre. Son statut était réglé par la Loi organique de la République socialiste soviétique de Géorgie (RSSG) à propos de l'Ossétie du Sud (sa dernière version fut adoptée par le Soviet suprême de la RSSG en 1980).

disposait de son Soviet des députés du peuple, composé de 140 membres (pour une population de moins de 100 000 personnes), élu pour deux ans et demi. Le Soviet élisait parmi ses membres le comité exécutif, qui faisait office de gouvernement local. Les districts et les communes avaient leurs soviets respectifs. Les structures du parti communiste et du *Komsomol* doublaient toutes les structures du pouvoir : l'*Obkom* (le comité régional), les *raikoms* et le *gorkom* (quatre comités de district et un comité de la ville du PCUS), avaient chacun des centaines d'adhérents, qui formaient ensemble la société bureaucratique locale, entièrement intéressée au maintien du statut autonome de la région.

Sur le front culturel, l'ethnofédéralisme soviétique, en Ossétie du Sud comme partout ailleurs en URSS, a déployé une panoplie de mesures, qui à terme produisirent les récits nationaux profondément intériorisés par la population, contribuèrent à la clôture et l'objectivation identitaire. L'Institut de recherche de la Région autonome de l'Ossétie du Sud, créé à partir de la Société littéraire et scientifique de l'Ossétie du Sud (elle-même fondée dès 1922 et transformée en Société d'ethnographie (*kraevedenie*) en 1925) avait une place de première importance dans ce domaine. L'établissement a acquis le statut d'Institut de recherche en 1936 et fut transformé en 1938 en Institut de langue, de littérature et d'histoire, à l'instar de son homologue abkhaze. Véritable auxiliaire du pouvoir, l'Institut qui a produit entre autres la monumentale *Histoire d'Ossétie. Documents et matériaux*, publiée en 1959 et le *Dictionnaire de la langue ossète* en quatre volumes (1979), portait dans son titre officiel la mention « Institut près du Comité exécutif central [le TSIK] d'Ossétie du Sud »⁹. Multidisciplinaire dans l'âme, l'Institut considérait comme domaines prioritaires de recherche « les problèmes cruciaux de l'histoire ossète des temps les plus reculés à l'époque moderne : les questions d'ethnogenèse du peuple ossète, le développement du mouvement révolutionnaire, les questions d'amitié pluriséculaire entre les peuples ossète, géorgien et russe, la construction du communisme, le développement de la production socialiste et du rôle dirigeant du parti communiste »¹⁰.

D'autres institutions, comme l'Union des écrivains, les organes de presse¹¹, le théâtre¹², les « collectifs d'art populaire » (chant et danse folkloriques)¹³, les

⁹ A partir de 1944, l'Institut est devenu l'un des centres de recherche de l'Académie des sciences de la RSS de Géorgie.

¹⁰ Brochure éditée pour le quarantième anniversaire de l'Institut, Tskhinvali, 1978, p. 5.

¹¹ Plusieurs journaux et magazines en ossète paraissaient dans la région autonome : du *Sveton Iriston* (Ossétie soviétique), créé en 1924 à *Dzaou* (l'organe du district de Djava, dont le tirage était de 3 000 exemplaires dans les années 1980 pour une population de 11 000 habitants), le tirage total des publications avait atteint 104 000 exemplaires en 1980 (pour une population de l'Ossétie du Sud de 98 000 habitants). Quant aux livres publiés par la maison d'édition Iriston (la seule en Ossétie du Sud de 1930 à 1990), leur tirage total en 1978 avait atteint 170 000 exemplaires (*Kartouli Sabtchota Entsiklopedia* (Encyclopédie soviétique géorgienne), 1979, p. 388).

¹² Le théâtre ossète de Tskhinvali fut fondé en 1931 (il portait le nom de Kosta Khetagourov depuis 1935). Jusqu'au conflit des années 1990, il abritait deux troupes : l'une ossète et l'autre géorgienne.

¹³ Une troupe de danse d'Etat (*gossoudarstvennyi ansambl'*), ainsi qu'une troupe vocale et instrumentale d'Etat (musique folklorique) étaient les attributs inévitables de toute formation

musées, les palais de pionniers, l'institut pédagogique (formation des maîtres) de Tskhinvali, participaient pleinement au processus d'identification de la population ossète à son territoire et à son statut autonome, en vertu duquel tous ces organismes existaient et fonctionnaient.

La politique des nationalités soviétique a eu comme conséquence la territorialisation de l'identité ossète en Géorgie. La population ethniquement ossète était relativement éparpillée sur tout le territoire de la Géorgie centrale et orientale. D'après le recensement de 1989, seuls 39 % des Ossètes de Géorgie vivaient sur le territoire qui leur avait été alloué en qualité de « nationalité titulaire », mais c'est bien sur ce territoire que s'est formée l'élite politique, bureaucratique, intellectuelle et culturelle des Ossètes. Ainsi, il n'est pas sans intérêt de souligner qu'à l'époque soviétique quasiment toutes les publications (livres et journaux) en langue ossète publiées en Géorgie, le furent sur le territoire de la région autonome, tandis qu'au XIX^e siècle, le centre de la culture ossète en Géorgie était Tbilissi. C'est ainsi dans la capitale géorgienne que fut publié, en 1907 le premier journal en ossète du pays – *Nog Tsard*, Vie nouvelle. Tout comme la presse, les débuts du théâtre ossète en Géorgie eurent également lieu à Tbilissi. Le premier spectacle en langue ossète fut joué à Tbilissi en 1906 par la troupe ossète de la ville, tandis qu'à Tskhinvali, avant que la ville devienne le centre administratif de la région autonome, les pièces jouées étaient exclusivement en géorgien. Le théâtre de la ville, à sa fondation en 1909, était également géorgien¹⁴.

Mais la fixation des frontières identitaires et l'objectivation du fait national ne signifient pas forcément l'hostilité entre les communautés. L'animosité entre « Ossètes » et « Géorgiens » était très peu visible à l'époque soviétique, contrairement aux tensions régulières en Abkhazie. Elle s'est largement formée entre 1990 et 2008, c'est-à-dire après que le premier affrontement armé fit des victimes. Les Ossètes étaient parmi les « minorités nationales » les mieux intégrées dans la société géorgienne. D'après Revaz Gatchetchiladzé, 53,7 % d'Ossètes de Géorgie maîtrisaient « bien » la langue officielle du pays – le géorgien – en 1989, alors que ce pourcentage était de 30,2 % pour les Arméniens, de 23,7 % pour les Russes, de 10,2 % pour les Azéris¹⁵. De plus, des cas d'assimilation se traduisant par la géorgianisation des patronymes étaient particulièrement nombreux chez les Ossètes en comparaison avec les autres « minorités nationales », tout comme le pourcentage de mariages mixtes avec les représentants de la *nationalité* majoritaire.

autonome nationale en URSS. L'Ossétie du Sud disposait de ce fait d'une troupe de danse d'Etat, *Simd*, et de son équivalent « vocal et instrumental », *Bonvaron*.

¹⁴ Les spectacles publics ont commencé à être présentés à Tskhinvali dans les années 1870 à l'initiative de l'Amicale de la scène géorgienne, soutenue par l'auteur dramaturge de renom, Ivane Matchabeli. Les spectacles sont devenus réguliers à partir de 1895 et étaient joués en langue géorgienne. Voir N. LACHKHIA, Th. MESHVILDE, *Tskhinvalis Kartouli Theatri* (Le théâtre géorgien de Tskhinvali), Tbilissi, Khelovneba, 1980 ; V. TSABAEV, *Iougo-Ossetinskii Gossoudarstvennyi Dramaticheskii Teatr imeni Kosta Khetagourova* (Le théâtre dramatique d'Etat d'Ossétie du Sud Kosta Khetagourov), Stalini, 1957

¹⁵ Voir R. GATCHETCHILADZÉ, *The new Georgia. Space, Society, Politics*, Texas University Press, 1995, p. 145.

2. Le problème de l'Ossétie du Sud et la marche de la Géorgie vers l'indépendance. Des maladies infantiles d'un jeune Etat face au conflit armé

Le legs de la période de la présidence de Zviad Gamsakhourdia (octobre 1990-décembre 1991)¹⁶ dans le champ politique géorgien n'a pas encore été sérieusement inventorié. La plupart des analyses existantes dans la littérature scientifique russe et européenne sont univoques et qualifient tour à tour le premier président géorgien de nationaliste extrême ou de dirigeant incompétent, l'accusant en général d'être à l'origine de tous les conflits géorgiens. Ces assertions comportent des éléments de vérité, mais une analyse minutieuse des sources et données de terrain devrait montrer une réalité plus complexe, tandis qu'une enquête comparative minimale des idéologies politiques ayant cours dans l'espace soviétique et postsoviétique devrait nous inciter à relativiser l'exceptionnalité de l'extrémisme politique du premier président postsoviétique de la république géorgienne¹⁷.

Ainsi est-il essentiel de distinguer les faits historiques de la lecture *a posteriori* de la période Gamsakhourdia, essentiellement politique et souvent utilisée à usage commémoratif, notamment par les leaders des groupes « victimes ». C'est dans ce contexte que doit être appréhendée par exemple l'insistance de Kokoïty à qualifier l'ère Gamsakhourdia de « second génocide » ossète¹⁸.

Ces mises en garde faites, il ne faut pas sous-estimer la portée des événements qui ont marqué l'Ossétie du Sud durant les premiers mois de l'indépendance géorgienne. Pour Gamsakhourdia et la plupart des nationalistes géorgiens, les Ossètes représentaient une population essentiellement non autochtone, arrivée en Géorgie tardivement, même s'il était admis que ce « tardivement » correspondait au moins à un siècle de peuplement dans le cas de la région autour de Tskhinvali, et à plusieurs siècles s'agissant de la région septentrionale de Djava. En soi, la qualité de « non-

¹⁶ Gamsakhourdia, fils d'un écrivain célèbre, dissident antisoviétique et auteur nationaliste, fut élu président du parlement géorgien en novembre 1990, après que son mouvement politique « Table ronde-Géorgie libre » a gagné les premières élections pluralistes depuis 72 ans (28 octobre 1990). Après l'introduction du poste du président de la République, il fut élu le 9 avril 1991 à la magistrature suprême. Le 21 décembre 1991 commença un putsch qui s'acheva avec son départ du pays le 6 janvier 1992.

¹⁷ Dans certains cas, Gamsakhourdia fut très pragmatique, acceptant des concessions importantes pour prévenir les conflits. Ce fut notamment le cas en Abkhazie, où non seulement l'autonomie ne fut pas supprimée, mais où un accord politique intercommunautaire permit à la minorité abkhaze (17,7 % de la population) d'avoir la majorité au parlement local. En contrepartie, les leaders abkhazes avaient renoncé à la déclaration unilatérale de sécession.

¹⁸ E. Kokoïty dénombre au total pas moins de quatre génocides ossètes perpétrés par les Géorgiens : celui de 1919-1920 (durant la première République géorgienne), de 1990-1991 (période Gamsakhourdia), de 2004 (les affrontements d'août 2004) et enfin celui d'août 2008. L'usage abusif du terme « génocide » est ici évident. En effet, si pour 1919 nous ne disposons pas de chiffres fiables, les violences interethniques du début des années 1990 firent plusieurs centaines de victimes chez les Ossètes (et autant chez les Géorgiens), les conflits de 2004 et de 2008, respectivement plusieurs dizaines et de 130 à 160.

autochtone » ne déchaînait pas une réaction d'agression¹⁹, mais c'est le statut de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud que ce facteur rendait problématique. A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'opinion dominante considérait que l'autonomie ossète était une création artificielle et illégitime du pouvoir soviétique, ayant pour but le démembrement de la nation géorgienne²⁰. Ce discours dominant géorgien fut renforcé par les premiers soubresauts du nationalisme séparatiste qui se manifestait en Ossétie du Sud. Ce nationalisme était concomitant de la libéralisation relative du régime soviétique permise par la perestroïka. C'est ainsi que les premiers militants nationalistes ossètes regroupés au sein de l'organisation *Aedamon Nykhas* (« La voix du peuple » en ossète) formulaient pour la première fois depuis des décennies une critique de l'hégémonie géorgienne et le vœu d'unification de leur région autonome à la république sœur du Nord (l'Ossétie du Nord) faisant partie de la Fédération de Russie. Au départ, *Aedamon Nykhas* n'était pas l'émanation de l'élite politique communiste locale, cette dernière s'en méfiait même beaucoup, craignant qu'il s'agisse d'un groupe de « prétendants » voulant profiter de la vague nationaliste pour remplacer l'élite communiste à Tskhinvali. L'organisation était surtout composée de quelques intellectuels locaux : historiens (à l'instar d'Alan Tchotchiev, le leader du groupe²¹), ethnologues et philologues pour la plupart. Mais très vite leurs exigences furent endossées sans difficulté par le Soviet (assemblée) des députés du peuple de la région autonome, dominé par les communistes conservateurs. Cette fusion entre l'élite communiste établie et les idéologues nationalistes sortis du milieu intellectuel est un phénomène assez classique pour l'époque, particulièrement dans les petites républiques autonomes en conflit, où une pluralité des élites n'a pu se former. Forts de leurs réseaux formés à l'époque soviétique, les dirigeants locaux envoyèrent de nombreuses délégations à Vladikavkaz et à Moscou pour y chercher un soutien politique.

Les mouvements politiques géorgiens sentant le danger du séparatisme et pour souligner la « géorgianité » de la région, tentèrent d'organiser une manifestation de masse à Tskhinvali en novembre 1989. Plusieurs dizaines de milliers de Géorgiens y affluèrent à Tskhinvali en provenance de toutes les régions du pays, mais ils furent empêchés d'entrer dans la ville par les manifestants ossètes et les cordons de blindés

¹⁹ Sur la question de l'autochtonie politique au Caucase soviétique et postsoviétique, voir Th. GORDADZÉ, « La Géorgie et ses hôtes ingrats », *Critique internationale*, 10, 2001, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci10p161-176.pdf>.

²⁰ L'exemple caractéristique des publications qui faisaient autorité à l'époque est le livre de R. TOPTCHICHVILI *Osta tchamosakhleba Sakartvelochi* (L'établissement des Ossètes en Géorgie), Tbilissi, Metsniereba, 1990.

²¹ Alan Tchotchiev fut président d'*Aedamon Nykhas* de 1989 à 1992. Historien formé à l'Institut pédagogique de Tskhinvali et moniteur de sport en lutte libre, il devint l'idéologue principal du nationalisme ossète dans la région autonome. Dans son livre *Nartes-Aryens et idéologie aryenne*, il affirmait notamment que l'Ossétie du Sud était « la proto-patrie » des Aryens. Tchotchiev, devenu vice-président du Soviet suprême local (parlement) joua un rôle déterminant dans la mobilisation anti-géorgienne. Malgré cela, il fut emprisonné à deux reprises par les autorités sécessionnistes (en 1995 et en 2001). Depuis 2004, il vit en Ossétie du Nord et s'oppose radicalement à Edouard Kokoïty.

du ministère de l'Intérieur soviétique. Après trois jours de face-à-face, les manifestants géorgiens se dispersèrent sans forcer les cordons, se contentant d'organiser une manifestation dans le village géorgien d'Ergneti qui jouxte la ville ²².

Les événements de novembre 1989 ont illustré plusieurs tendances importantes du moment. Tout d'abord, ils ont démontré que le mouvement indépendantiste géorgien sous-estimait le problème ossète, surtout par rapport à l'Abkhazie que l'opinion publique considérait comme le problème numéro un. L'Ossétie du Sud était pensée comme un problème mineur, facile à régler compte tenu de sa taille réduite, de sa pauvreté économique et de son faible poids démographique. De plus, le différend osséto-géorgien paraissait moins chargé d'un passif historique « négatif ». De ce face-à-face de trois jours à l'entrée de Tskhinvali, les leaders géorgiens auraient dû tirer l'enseignement selon lequel le problème ossète n'allait pas être aisé à régler et qu'il fallait pour cela faire preuve de souplesse. Il fallait également agir avec prudence afin de ne pas creuser le fossé entre les communautés, alors encore peu profond. Ensuite, le territoire compris entre Ergneti et Tskhinvali était devenu une barrière entre Géorgiens et Ossètes, symboliquement parlant, qui ne fit que se renforcer au fil des années, alors qu'à l'époque soviétique la frontière de l'Ossétie du Sud avec le reste de la Géorgie était tout à fait formelle et imperceptible ²³. L'autre point significatif de ce premier affrontement fut le fait que les manifestants ossètes qui bloquaient l'accès aux manifestants venus des différentes régions du pays, le faisaient derrière des drapeaux rouges, ou de banderoles arborant slogans favorables à l'Union soviétique et photos de Lénine. Cela montrait une société locale orientée par ses élites en faveur de la légalité soviétique et méfiante vis-à-vis d'une Géorgie indépendante. L'organisation par les autorités locales, quelque dix-huit mois plus tard (en mars 1991), du référendum au sujet du maintien de l'Union soviétique et du nouveau « traité de l'Union », contrairement au boycott déclaré en Géorgie, confirma cette tendance.

Enfin, ce premier face-à-face illustra l'engagement du Kremlin dans la région et démontra que ce dernier entendait s'appuyer sur les provinces autonomes de Géorgie pour garder une influence sur la totalité du pays. La direction soviétique a même officiellement envisagé, dès l'hiver 1990, d'élever le statut des autonomes au rang des républiques fédérées de l'Union (*soiouznye Respubliki*). Cette menace fut mise à exécution par l'adoption le 26 avril 1990 de la loi soviétique sur la « répartition des compétences entre l'Union des RSS et les sujets de fédération ». L'alinéa 2 de l'article 6 de cette loi établissait les procédés d'adhésion à l'Union des nouvelles

²² Les autorités communistes géorgiennes (Guivi Goumbaridzé et Chota Gorgodzé, respectivement premier secrétaire du PC géorgien et ministre de l'Intérieur) tentèrent de désamorcer la crise en se rendant sur place. Néanmoins, les violences éclatèrent après la fin de la manifestation, notamment dans les villages géorgiens autour de Tskhinvali, où plusieurs personnes trouvèrent la mort.

²³ Cette barrière fut matérialisée par l'apparition de *check-points* et de postes pour les troupes de maintien de la paix dès 1992. Entre 1995 et 2004, un immense marché illégal fonctionnait entre Ergneti et Tskhinvali symbolisant la « détente » et l'« intégration par la contrebande ». Mais, dès l'été 2004, la route entre Tskhinvali et Ergneti était devenue quasiment infranchissable. Le gouvernement géorgien finança ainsi une route de contournement pour atteindre Tamaracheni et l'enclave de la vallée de la Grande Liakhvi.

républiques fédérées et ceux de la création des nouvelles formations autonomes²⁴. Pour la Géorgie, la loi était censée diminuer la tutelle de Tbilissi sur ses autonomies, leur donnant la possibilité d'adhérer à l'URSS en cas d'indépendance géorgienne. Il faut souligner que cette loi, bien que ne mentionnant jamais explicitement la Géorgie, la visait néanmoins au premier chef, car aucune république parmi les six refusant le nouveau « traité de l'Union » ne comportait d'« autonomies à problèmes »²⁵.

Par l'intervention du ministère de l'Intérieur soviétique, qui supplanta le ministère de l'Intérieur géorgien dans la gestion de cette crise, Moscou inaugurerait une pratique qui allait se renforcer les années qui suivirent l'incident.

L'histoire de la suppression de l'autonomie de l'Ossétie du Sud est également plus complexe que la version qui a la faveur des journalistes et des discours politiques, qui accusent Gamsakhourdia de suppression unilatérale et brutale du statut autonome de la région. En réalité, le 20 septembre 1990, le Soviet suprême de la région autonome, sur proposition d'Alan Tchotchiev et de Thorez Kouloumbegov²⁶, a voté l'acte de « déclaration de souveraineté d'Ossétie du Sud » et de sa transformation en une « République soviétique démocratique d'Ossétie du Sud » (RSDOS)²⁷. La région autonome s'était déjà unilatéralement arrogé le statut de « république autonome » en novembre 1989, plus élevé dans le cadre du fédéralisme soviétique. En un an et demi, le Soviet suprême sud-ossète a plusieurs fois modifié le nom officiel de l'entité politique. Ainsi dès le 28 novembre 1990, le Soviet des députés du peuple d'Ossétie du Sud a-t-il supprimé le mot « démocratique » dans le nom officiel de la république adopté le 20 septembre²⁸. Six mois plus tard, avec le vote du 4 mai 1991, le même Soviet annula la décision du 20 septembre 1990 au sujet de la transformation de la région autonome en « République socialiste démocratique » et restaura la « Région autonome »²⁹. Cette décision fut cassée quatre mois plus tard, toujours par le même Soviet, qui déclara la décision du 4 mai « nulle et non avenue », car elle aurait été adoptée « pour satisfaire l'insistance et suivre les indications de l'ex-président du Soviet suprême de l'URSS Anatoli Loukianov et du groupe parlementaire « Soiouz »³⁰. De ce fait, la motion votée le 1^{er} septembre 1991 restaurait le statut antérieur au 4 mai »³¹.

²⁴ *Vedomosti S'ezda Narodnykh Depoutatov SSSR i Verkhovnogo Soveta SSSR* (Le Courrier de l'Assemblée des députés du peuple et du Soviet suprême de l'URSS), 19, 1990, p. 429-433.

²⁵ Nous pouvons également parler de l'Azerbaïdjan et de sa région autonome du Haut-Karabagh, mais à l'époque l'Azerbaïdjan figurait parmi les républiques de l'Union les plus loyales vis-à-vis de Moscou.

²⁶ Aucun des deux militants nationalistes n'était alors membre du parlement local, mais ils étaient néanmoins présents à la session.

²⁷ Le texte de cette déclaration est paru dans *Sovetskaïa Ossetia* (L'Ossétie soviétique) de 22 septembre 1990.

²⁸ *Sovetskaïa Ossetia*, 5 décembre 1990.

²⁹ *Ibid.*, 16 mai 1991.

³⁰ « Soiouz » était un groupe de communistes orthodoxes en faveur du maintien de l'URSS. Ils appuyèrent le putsch d'août 1991 contre M. Gorbatchev.

³¹ *Ioujnaïa Ossetia – Naveki s Rossiei. Istoriko-pravovoe obosnovanie vkhojdenia respubliky Ioujnaïa Ossetia v sostav Rossii* (Ossétie du Sud : avec la Russie pour des siècles !

Cette prolifération d'activité constituante du Soviet sud-ossète était suivie avec attention par le parlement géorgien qui invalidait les votes ossètes avec la même minutie, et qui, à l'occasion, passait même à l'offensive législative. Le Soviet suprême géorgien (encore communiste pour un mois) déclara illégal le vote du Soviet sud-ossète sur la transformation de la région autonome en « République socialiste démocratique » dès le lendemain du vote ossète, le 21 septembre 1990³². Ignorant cet acte juridique, le Soviet suprême de l'Ossétie du Sud confirma son vote le 16 octobre, en ajoutant la création du « Comité exécutif de la République soviétique démocratique d'Ossétie du Sud ». C'est seulement après l'organisation des élections du nouveau parlement en Ossétie du Sud, déclaré illégitime par le parlement géorgien présidé par Gamsakhourdia avant même que le scrutin ait lieu, que la Géorgie décida la suppression de la RSDOS (le 11 décembre 1990)³³. Le même jour, le parlement géorgien déclarait l'état d'urgence dans la ville de Tskhinvali et dans le district de Djava³⁴. Dès le lendemain, le 12 décembre, trois Géorgiens étaient assassinés à la mitrailleuse dans le centre de Tskhinvali³⁵, ce qui servit de déclencheur aux violences, qui dégénérèrent au fil des semaines en véritable conflit armé. Notons que la direction politique russe (l'administration Eltsine) avait une position sensiblement différente de celle du leadership soviétique (Gorbatchev). En conflit politique avec la direction de l'URSS, Eltsine soutenait en effet les opposants au Kremlin dans les républiques fédérées. Ainsi les rapports entre Gamsakhourdia et Eltsine furent-ils très positifs au départ. Dans le mémorandum signé le 23 mars 1991 par les deux présidents à la suite de leur rencontre au sommet à Qazbegui (Géorgie), l'Ossétie du Sud est mentionnée comme « ex-région autonome d'Ossétie du Sud ». La Fédération de Russie s'engageait dans ce document à lutter conjointement avec le ministère de l'Intérieur géorgien pour désarmer « toutes les formations militaires illégales sur le territoire de l'ex-région autonome ». Ainsi d'après ce document, la Fédération de Russie reconnaît *de facto* l'abolition de l'autonomie ossète³⁶. Néanmoins, la position russe est très rapidement redevenue pro-ossète, quelques semaines après la rencontre de Qazbegui³⁷, et la Fédération de Russie endossa entièrement la position de l'ancienne métropole après la disparition de l'Union soviétique.

Les fondements historico-juridiques de l'adhésion de la République d'Ossétie du Sud à la Russie), Moscou, 2004, p. 83-84.

³² *Sakartvelos Respublikis Ouzenaesi Sabtjos Matsné* (Le Courrier du Conseil suprême de la République de Géorgie), 9, 1990, p. 29-30.

³³ *Ibid.*, 12, 1990, p. 150-151.

³⁴ *Ibid.*, p. 152-157 ; il est intéressant de rappeler que le président de l'URSS, M. Gorbatchev, par le décret présidentiel daté du 7 janvier 1991, déclara à son tour illégales ces deux décisions du parlement géorgien (la dissolution de l'autonomie sud-ossète et l'introduction de l'état d'urgence à Tskhinvali et Djava), s'engageant dans le bras de fer aux côtés des sud-Ossètes.

³⁵ L'un des tués était un proche de Gamsakhourdia, Merab Ouridia.

³⁶ Le texte du mémorandum est publié dans *Sakartvelos Respublika*, 24 mars 1991.

³⁷ Dès le 31 mars, le parlement de la Fédération de Russie demande au parlement géorgien la restauration de l'autonomie ossète. Le ton s'est fait de plus en plus belliqueux à partir de l'automne 1991.

Le dernier épisode dans la guerre juridique autour du statut fut la déclaration d'indépendance adoptée par le parlement sud-ossète le 21 décembre 1991. Étrangement, cette déclaration précéda l'organisation du référendum sur l'indépendance, qui n'eut lieu que le 19 janvier 1992. De façon encore plus étrange, le référendum sur l'indépendance comportait en deuxième point une question sur l'adhésion de l'Ossétie du sud à la Russie ³⁸.

Une nouvelle phase dans les violences fut atteinte avec l'introduction des troupes du ministère de l'Intérieur géorgien à Tskhinvali, le 6 janvier 1991, qui marqua le début du conflit armé d'Ossétie du Sud ³⁹. Le conflit dura de janvier 1991 à juin 1992 et fut d'intensité variable, selon les différents secteurs de la région. Les combats furent assez circonscrits géographiquement et ne dépassèrent presque jamais un rayon de dix kilomètres autour de Tskhinvali. La ville fut régulièrement pilonnée par l'artillerie légère et lourde des unités géorgiennes, tandis que les villages géorgiens du nord, de l'est et du sud de Tskhinvali furent attaqués par les milices ossètes ⁴⁰. Ces milices étaient en grande partie composées d'habitants locaux et de forces de l'ordre locales, mais de nombreux combattants étaient également venus d'Ossétie du Nord et de Russie. Les districts de Znaouri (Qornissi) et de Djava furent moins touchés, tandis que dans la région d'Akhalgori, située dans la partie orientale de l'Ossétie du Sud, quasi aucun coup de feu ne fut tiré jusqu'à son occupation par l'armée russe en août 2008, étant donné qu'elle était restée loyale aux autorités centrales de Tbilissi tout au long du conflit. Conflit de basse intensité par excellence, le conflit sud-ossète de 1991-1992 était également un conflit comportant des prises d'otages, et des attaques contre les civils ⁴¹. De par l'importante mixité de peuplement, les villages ossètes et géorgiens se succédant en collier de perles, il était fréquent que les milices

³⁸ Le référendum sur l'indépendance fut accompagné d'autres irrégularités et faits curieux. Ainsi, le protocole final de la Commission électorale centrale ossète établit le taux de participation à 100 % (53 441 votants sur 53 441 « bulletins distribués »), et le pourcentage de « oui » à la question de l'indépendance à 99,75 %. Le protocole numéro 2 (concernant les chiffres du vote relatifs à la seconde question du référendum, au sujet de « l'unification avec la Russie ») établit le pourcentage de « oui » à 99,73 %. Ces résultats font naître un doute sérieux quant à leur fiabilité. Voir *Ioujnaïa Ossetia...*, *op. cit.*, p. 94 et s.

³⁹ Ces troupes légèrement armées (un peu plus de deux mille policiers) ont provoqué des affrontements avec les miliciens ossètes armés par les garnisons des troupes soviétiques basées en Ossétie du Sud. Au moment de l'explosion des violences, deux unités de l'armée soviétique étaient stationnées à Tskhinvali : un régiment de génie militaire et de démineurs et un régiment d'hélicoptères. C'est ce dernier qui fournissait aux miliciens ossètes les roquettes avec lesquelles ils faisaient exploser les postes de police tenus par les Géorgiens (voir A. GORCHKOV, *Grouzinskii Izlom*, 1991). Pour éviter les combats de rue, la police géorgienne a quitté la ville pour se positionner à ses alentours et dans les villages géorgiens de la région.

⁴⁰ La zone de guerre ne s'arrêtait pas aux frontières de la région autonome, car les villages de Zemo Nikozi, Kvemo Nikozi, Ergneti, situés dans le district de Gori furent également sur la ligne de front.

⁴¹ Les deux parties commirent des crimes de guerre. Pour les Ossètes, une attaque contre un bus de civils aux environs du village de Dzari en mai 1992 dans laquelle une trentaine de personnes furent tuées, constitue le crime le plus abominable, commémoré tous les ans. Les Géorgiens ont leur lot de martyrs : tous se souviennent notamment des larmes du président

constituées d'habitants des villages voisins se fassent des micro-guerres, avec leur lot d'expropriations, de kidnappings et de vengeance personnelles. Au total, un millier de personnes furent tuées, mais le nombre de déplacés et de réfugiés fut beaucoup plus important. Les villages mixtes, qui jusqu'en 1991 représentaient le tiers du nombre total des villages de la région, devinrent quasiment tous mono-ethniques à l'exception du district d'Akhalgori, où malgré le départ de quelques Ossètes, la mixité fut maintenue jusqu'en août 2008. Tskhinvali est ainsi devenue pour la première fois de son histoire une ville exclusivement ossète : les Géorgiens (environ 10 000 personnes) quittèrent la ville en direction des enclaves géorgiennes ou de Gori⁴², tandis que les villages à majorité géorgienne de la vallée de la Grande et de la Petite Liakhvi (Tamaracheni, Atchabeti, Kourta, Dzartsemi, Kemerti, Kekhvi, Sveri, Eredvi, Beroula, Beloti, etc.) furent vidés de leur population ossète. Le conflit alla aussi de pair avec une importante émigration des Ossètes vivant dans les différentes régions géorgiennes (de la Kartlie intérieure, du district de Bordjomi, de la Kakhétie et de Tbilissi) vers l'Ossétie du Nord⁴³. La nette diminution du nombre des Géorgiens vivant en Ossétie du Nord (notamment à Vladikavkaz) fut aussi l'une des conséquences de cet « échange des populations » à la caucasienne.

3. La paix des braves contrebandiers : criminalisation de la politique et de l'économie de la région, et constitution d'un espace d'intégration

La paix fut signée en juin 1992 à Dagomys (près de Sotchi) sans que le statut de la région soit défini. L'Ossétie du Sud se transforma depuis cette date en une zone indépendante *de facto* de Tbilissi, mais sans aucune reconnaissance internationale et sans continuité territoriale : certains villages et vallées reconnaissaient le pouvoir central géorgien et, par conséquent, ignoraient les autorités sécessionnistes installées à Tskhinvali. Trois bataillons de forces de paix (un russe, un géorgien et un nord-

Gamsakhourdia devant le cadavre d'un nourrisson tué par balles dans un village géorgien près de Tskhinvali.

⁴² Historiquement, la ville abritait une importante communauté juive géorgienne (le centre de la ville correspond à l'ancien quartier juif) qui, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, était même la plus grande communauté de Tskhinvali. Largement diminuée après la première vague d'émigration en Israël dans les années 1970, ces derniers représentants quittèrent la ville au début de la guerre en 1991.

⁴³ Les sources ossètes parlent de près de 100 000 réfugiés ossètes en Fédération de Russie originaires de Géorgie. Les Géorgiens considèrent comme injuste de qualifier tous les émigrés de « réfugiés » et refusent le qualificatif « d'épuration ethnique », car presque tous ceux qui décidèrent de partir eurent la possibilité de vendre leurs biens immobiliers (chose impossible en cas de « nettoyage ethnique »). La différence est évidente avec les nouveaux réfugiés de 2008, qui virent leurs habitations détruites délibérément par les troupes de E. Kokoïty. D'autre part, une proportion non négligeable des Ossètes aurait quitté la Géorgie dans les années 1990 pour des raisons économiques (au total près d'un million de personnes ont émigré entre 1990 et 1997). Néanmoins, les cas de discriminations et de terreur sur une base communautaire furent légion dans les régions contrôlées par les deux antagonistes.

ossète, étrangement inclus dans l'accord) veillaient au respect du cessez-le-feu dans la zone de sécurité créée à cet effet ⁴⁴.

Pendant les années Chevardnadze (1992-2003) ⁴⁵, les rapports entre communautés se sont relativement apaisés et ont été beaucoup moins problématiques qu'en Abkhazie. Contrairement à cette dernière, le territoire de l'Ossétie du Sud était totalement perméable aussi bien à partir de l'intérieur de la Géorgie, que d'Ossétie du Nord et de Russie. L'absence d'affrontements armés, la relative liberté de circulation et le développement le long de l'autoroute transcaucasienne (le *transkam*) des divers trafics illicites auxquels participaient Ossètes et Géorgiens, sécessionnistes et loyalistes confondus, avaient fini par créer un *modus vivendi* provisoire fondé sur la stratégie de l'évitement de la guerre. Le président sud-ossète Ludvig Tchibirov, historien de profession, converti aux idées nationalistes dès le début des années 1990, se montrait relativement peu porté à rattacher sa république autoproclamée à la Russie. Réaliste et pragmatique, Tchibirov profitait pleinement du *statu quo*. Cela ne signifie pas que la question de la réunification était tombée dans l'oubli. Elle revenait régulièrement, ne fût-ce que pour faire pression sur la Géorgie. Néanmoins, la conjoncture n'y était pas favorable, car les Ossètes du Nord, avec leurs propres problèmes territoriaux non réglés, notamment avec les Ingouches ⁴⁶, n'étaient pas très enclins à entamer un nouveau conflit avec la Géorgie à propos de l'Ossétie du Sud. Rappelons que, bien que présent dans la région, notamment via des agences répressives du pouvoir, le centre fédéral russe n'avait pas la même maîtrise des régions caucasiennes jusqu'aux années 2000 qu'à partir du second mandat de Poutine débutant en 2004. Par conséquent, la direction politique d'Ossétie du Nord (le président Alexandre Dzassokhov) avait une certaine marge de manœuvre et jouait un rôle non négligeable dans le règlement du conflit. Ainsi, à la différence de l'Abkhazie, qui était déjà du ressort direct du Kremlin et des militaires russes, la présidence de l'Ossétie du Nord se voyait déléguer par Moscou la compétence de traiter avec les Géorgiens dans le conflit sud-ossète. A cause de la politique relativement modérée de Dzassokhov, qui préconisait une solution négociée pour l'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie et n'insistait pas sur l'unification du peuple ossète, les Géorgiens ne tentaient pas de résoudre le problème par la force. Néanmoins, A. Dzassokhov militait pour les liens particuliers entre les deux Ossétie, qui d'après lui ne devaient pas être séparées par une frontière trop

⁴⁴ La zone de sécurité comportait le territoire situé dans un rayon de quinze kilomètres autour de Tskhinvali. Une zone de restriction des armements lourds fut également constituée.

⁴⁵ Edouard Chevardnadze est officiellement revenu en Géorgie le 7 mars 1992 après l'éviction de Zviad Gamsakhourdia de la présidence par un coup d'état. Il fut d'abord président du « Conseil militaire », transformé en été 1992 en « Conseil d'Etat » – organes provisoires du pouvoir jusqu'aux élections d'octobre 1992. D'octobre 1992 à septembre 1995, il fut à la tête du Parlement national – et du fait de l'abolition provisoire du poste de président de la République – le premier personnage de l'Etat. Depuis 1995 et l'adoption de la nouvelle constitution, il s'est fait élire président de la République. Il a été réélu en 2000 pour un second mandat. En novembre 2003, il fut contraint à la démission suite à la révolution dite « des roses ».

⁴⁶ Un contentieux territorial datant de la période de la déportation des Tchétchènes et des Ingouches en 1944 a dégénéré en conflit armé à l'automne 1992, le district du Prigorodnyi transféré à l'Ossétie du Nord étant revendiqué par l'Ingouchie.

étanche. A. Dzassokhov fut à l'origine d'un projet qui supposait la réalisation d'un grand couloir de transport Nord-Sud (Russie-Caucase-Turquie, Iran et Moyen-Orient), dans lequel les deux Ossétie devaient jouer un rôle déterminant. Ce projet avait l'aval du gouvernement russe, qui tentait de cette façon de concurrencer les couloirs Est-Ouest (Asie centrale-Caucase-Turquie-Europe), dont faisait partie le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan et qui échappait au contrôle russe.

Si les projets présentés par A. Dzassokhov sont restés lettre morte, le flou juridique et statutaire qui régnait dans cette zone en attendant la résolution du conflit fournissait de nombreuses possibilités d'y privatiser les fonctions régaliennes de l'Etat et assurait des revenus illicites aux élites politiques locales. Jusqu'en 2004, près de 70 % du commerce russo-géorgien relevait de la contrebande. La majeure partie de ces marchandises transitait à travers le territoire d'Ossétie du Sud et était écoulee sur le marché d'Ergneti. D'après plusieurs experts, le budget national perdait entre 2,5 et 10 millions de dollars de recettes par mois à cause de ces trafics⁴⁷. De l'aveu même des séparatistes, en 2004 près de deux tiers des revenus des autorités de Tskhinvali provenaient des sommes prélevées sur le transit des marchandises entre la Russie et la Géorgie⁴⁸. Le président autoproclamé Ludvig Tchibirov, dont le propre fils, Alexeï, responsable de l'OMON (régiment spécial de la police) d'Ossétie du Sud était le principal bénéficiaire des flux commerciaux illicites, demeurait en somme favorable au maintien du *statu quo*. Mais les autorités *de facto* n'étaient pas seules à profiter de ce véritable couloir de contrebande. De nombreux officiels géorgiens participaient pleinement aux trafics⁴⁹. Certains d'entre eux avaient « des parts » du marché sauvage d'Ergneti. La fraction majeure des marchandises de contrebande était constituée de l'essence importée en Géorgie (parfois cette essence était doublement illicite puisqu'elle était illégalement extraite et raffinée dans la Tchétchénie en guerre). L'alcool à destination de la Russie était l'autre « produit phare »⁵⁰. Farine, pâtes, huile,

⁴⁷ Voir A. KUKHIANIDZE, A. KUPATADZE et R. GOTSIRIDZE, « Smuggling through Abkhazia and Tskhinvali Region/South Osssetia », *Center for Transnational Crime and Corruption Studies*, Washington, American University, 2003.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 75.

⁴⁹ Voici un exemple de la « coopération » entre les deux administrations corrompues : la police géorgienne tolérait que les voitures importées en Géorgie soient dédouanées et immatriculées en Ossétie du Sud, alors qu'officiellement aucune administration géorgienne ne reconnaissait son existence. En effet, en accord illicite avec la police des routes géorgienne, les autorités sud-ossètes avaient mis en place des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules beaucoup moins chères qu'ailleurs en Géorgie. Ces plaques étant tolérées, de nombreux automobilistes résidant dans les régions géorgiennes limitrophes d'Ossétie du Sud affluaient à Tskhinvali pour s'y immatriculer. Les profits ainsi dégagés étaient partagés entre les autorités policières sud-ossètes et géorgiennes.

⁵⁰ Plusieurs dizaines de citernes d'alcool pur transitaient tous les jours par le Transkam vers le nord. La proximité avec le territoire non contrôlé d'Ossétie du Sud a transformé l'Ossétie du Nord en centre de production d'alcool le plus important de la Fédération de Russie. Les « rois de l'alcool » dominèrent la vie politique et économique de l'Ossétie du Nord tout au long des années 1990. Influençant la direction sud-ossète et constituant des réseaux au sein de l'administration géorgienne, les trafiquants et fabricants d'alcool participèrent à la création d'un « espace d'intégration » par le recours à la contrebande.

confiseries et beurre à destination de la Géorgie, fruits, légumes et produits maraîchers à destination du marché russe étaient également échangés à Ergneti. Profitant de la confusion juridique, en plus de produits licites, Tskhinvali était également devenue une plaque tournante de drogues et de voitures volées en Géorgie.

Avec l'introduction par la Russie du régime de visas à l'encontre de la Géorgie en 2001 et, plus tard, de l'embargo sur les produits agricoles géorgiens (2006), l'Ossétie du Sud servit de base de réexportation et les Ossètes du Sud, qui furent exemptés par la Russie de ces mesures discriminatoires, servirent d'intermédiaires. Ne pouvant plus vendre leurs produits sur les marchés russes, les commerçants ou paysans géorgiens vendaient leurs produits aux revendeurs ossètes, qui accédaient aux marchés russes. Quant aux produits agricoles géorgiens frappés d'interdiction en Russie, officiellement « pour des raisons sanitaires », ils devenaient subitement irréprochables dès lors qu'ils étaient vendus sous l'étiquette ossète ou abkhaze. Ainsi, sans produire une tonne d'agrumes (pour des raisons climatiques), l'Ossétie du Sud exportait en Russie des milliers de tonnes d'oranges et de mandarines, en réalité produites ailleurs en Géorgie.

Sans jamais lui reconnaître la légitimité, les Géorgiens s'accommodèrent néanmoins de L. Tchibirov, qui avait aussi le soutien des clans puissants et de la direction politique de l'Ossétie du Nord⁵¹. Tbilissi le préférait aux autres dirigeants ossètes, jugés plus anti-géorgiens et, de ce fait, il était devenu l'interlocuteur incontournable des autorités géorgiennes, notamment d'Irakli Matchavariani, qui fut le représentant personnel de Chevardnadze dans les négociations avec les Ossètes et d'Eldar Chenguélaia, vice-président du parlement, chargé par le législatif du conflit ossète.

A plusieurs reprises, les négociateurs géorgiens et ossètes, réunis sous l'égide de l'OSCE, furent près de signer un accord qui eût réglé le conflit tout en maintenant l'unité de l'Etat géorgien. Une occasion particulièrement favorable fut gâchée en 2000, lors des pourparlers de Baden, près de Vienne : les Ossètes avaient quasiment accepté le principe d'un statut de large autonomie au sein de la Géorgie, mais les négociateurs avaient achoppé sur le statut des forces armées sécessionnistes et sur la question de la double citoyenneté (russe et géorgienne) des habitants de la région⁵². Le gouvernement Chevardnadze n'a pas saisi l'occasion, estimant que la partie ossète allait, avec le temps, finir par accepter d'autres concessions⁵³.

Or, L. Tchibirov et son clan furent balayés aux élections de novembre 2001. L'opposition était principalement composée de communistes et de nationalistes. Les premiers avaient obtenu la majorité au parlement local en 1999 et voulaient l'union de l'Ossétie du Sud avec la Russie. Leurs leaders étaient très proches du parti

⁵¹ L. Tchibirov avait été élu à ce poste en 1994 et réélu en 1998. Ces élections, tout comme les élections législatives de 1995 et de 1999, n'avaient été reconnues ni par la communauté internationale ni par les autorités de Tbilissi. Elles furent boycottées par les habitants des vallées géorgiennes (ils envoyaient leurs élus au parlement national).

⁵² La distribution de passeports russes dans les régions sécessionnistes de Géorgie a commencé dans les années 1990, mais le Kremlin a officiellement décidé d'étendre la citoyenneté russe à ces régions à partir de l'été 2002.

⁵³ Interview avec l'un des participants des négociations, Tbilissi, mai 2005.

communiste russe de Guenadi Ziouganov, grâce au soutien duquel l'un des leurs, Anatoli Tchekhoev, avait même obtenu le mandat de député à la *Douma* russe⁵⁴. D'autres opposants avaient activement combattu les Géorgiens entre 1990 et 1992, mais s'étaient reconvertis dans les « affaires » à la fin de la guerre.

Toutes ces forces invoquaient le nationalisme pour attaquer L. Tchibirov, décrit comme lié aux Géorgiens. Elles mettaient l'accent sur de prétendus accords secrets avec Tbilissi, prévoyant le retour au bercail de la région. L. Tchibirov était également accusé d'avoir mis la main sur l'économie (parallèle et officielle) par le biais de sa famille. L'enrichissement des proches de L. Tchibirov et l'appauvrissement de la majorité de la population avaient rendu les leaders populistes plus influents. L. Tchibirov, qui n'avait pas de véritable parti politique propre, commença à perdre la main dès 1998. Mais, fort des soutiens de Vladikavkaz (Ossétie du Nord) et de la bienveillance de Tbilissi, et bénéficiant de son image d'homme de consensus et de paix, il pensait avoir les mains libres dans les jeux politiques locaux. Jusqu'en 2001 il avait neutralisé ses opposants, contraignant les uns à l'exil, tandis que d'autres disparaissaient dans des circonstances troubles. L. Tchibirov pensait pouvoir maîtriser les élections présidentielles d'Ossétie du Sud de novembre 2001. Ainsi, il avait fait invalider par la Commission électorale centrale les candidatures de ses adversaires les plus sérieux. Parmi eux, Felix Sanakoev, ex-premier secrétaire de la cellule régionale du PCUS et ex-proche de E. Chevardnadze⁵⁵.

4. Kokoïty et l'annexion rampante par Moscou

Lors de la campagne de 2001, L. Tchibirov considérait Stanislav Kotchiev, président du parlement sud-ossète et chef de file des communistes locaux, comme son rival principal. Les Géorgiens ne souhaitaient pas voir S. Kotchiev ravir la place à L. Tchibirov, car il semblait plus opposé à l'idée de la réintégration de sa région à la Géorgie. Mais la surprise vint d'Edouard Kokoïty (devenu Kokoïty après modification de son patronyme à la fin des années 1990), homme d'affaires de 38 ans à la réputation sulfureuse. La carrière de Kokoïty avait débuté dans le sport : il fut champion de lutte de Géorgie, ce qui lui avait valu le poste de chef du *Komsomol* de Tskhinvali dans les années 1980. Pendant le conflit du début des années 1990, il s'engagea militairement, point de sa biographie qu'il exagéra largement lors de sa campagne pour promouvoir son image patriotique. En 1993, E. Kokoïty créa une fondation « sportive et caritative » nommée « Iounost » (Jeunesse), officiellement censée œuvrer à la réhabilitation des combattants blessés pendant la guerre⁵⁶. Nommé « représentant commercial de

⁵⁴ Elu sur la liste du parti communiste de la Fédération de Russie, il fut vice-président de la commission de la *Douma* chargée des affaires de la CEI.

⁵⁵ F. Sanakoev était membre de « l'équipe Chevardnadze » dans les années 1970-1980, quand ce dernier était premier secrétaire du PC géorgien. La loi qu'a fait voter L. Tchibirov quand il avait encore la majorité au parlement local interdisait les candidatures de tous ceux qui n'avaient pas vécu sur le territoire de la région durant les cinq années précédant le scrutin. Étant donnée la vie économique et politique de l'Ossétie du Sud et l'émigration massive de sa population, ce dispositif limitait considérablement le choix des candidats potentiels.

⁵⁶ E. Kokoïty déclara à la *Komsomol'skaïa Pravda* qu'il faisait également du travail social afin que les « mecs costauds » qui avaient fait la guerre ne tournent pas mal. Voir l'interview de

l'Ossétie du Sud en Fédération de Russie » dès 1997, E. Kokoïty se lança dans les affaires à Moscou avec d'autres anciens lutteurs reconvertis ⁵⁷.

La surprise fut grande lorsque E. Kokoïty arriva en tête du premier tour avec plus de 47 % des voix aux élections de 2001 ⁵⁸. L. Tchibirov n'alla même pas au second tour, puisqu'il fut distancé par S. Kotchiev qui avait obtenu 24 % ⁵⁹. Selon la réglementation en vigueur, le second tour devait donc opposer E. Kokoïty et S. Kochiev. Ainsi la question du départ de L. Tchibirov s'est posée sans que ce dernier soit préparé à cette éventualité. Disposant d'un grand capital intimement lié à l'exercice du pouvoir, ce dernier ne pouvait accepter la défaite, qui allait remettre en cause la suprématie de son clan. Les Tchibirov étaient un clan au sens familial et lignager du mot : le fils, Alexeï, était chef des forces spéciales de la police sud-ossète ; la famille de son épouse et les personnes issues de son village contrôlaient l'essentiel des postes à rendement important. Loudvig Tchibirov et son Premier ministre, Dmitri Sanakoev (plus tard chef de l'administration provisoire d'Ossétie du Sud pro-géorgienne), essayèrent d'empêcher l'arrivée au pouvoir de E. Kokoïty par tous les moyens ⁶⁰. Voyant que le gouvernement géorgien n'était pas prêt à intervenir en leur faveur, les Tchibirov tentèrent un coup de force le 21 novembre 2001, lorsque plus de deux cents policiers de la brigade spéciale d'Alexeï Tchibirov firent irruption au parlement de Tskhinvali, réuni en séance. Les mutins exigèrent du parlement l'annulation des résultats du premier tour et la convocation de nouvelles élections ⁶¹. Le danger

Kokoïty, « Les Géorgiens voulaient m'acheter pour 20 millions de dollars », *Komsomol'skaïa Pravda*, 10 décembre 2008. Dans cette interview Kokoïty et sa mère disent avoir eu une révélation mystique, selon laquelle Kokoïty était appelé à diriger et à sauver le peuple ossète.

⁵⁷ Dans les pays postcommunistes, les sportifs issus des sports de combat (boxe, lutte, karaté) furent très actifs dans le processus des privatisations au début des années 1990. Ayant des liens de sociabilité et de solidarité forts, beaucoup d'entre eux convertirent avec succès ces liens en capital économique. Le fait d'être fort physiquement et maîtrisant un art de combat était un atout non négligeable lors du développement chaotique du capitalisme sauvage du début des années 1990. Plusieurs leaders d'entreprises criminelles de renom étaient issus de ce milieu (voir Otar Kvantrichvili).

⁵⁸ Les frères Tedeev (Albert, dit « *Dikii* », le Sauvage, et Djamboulat, entraîneur officiel de l'équipe de lutte de la Fédération de Russie), le plus puissant clan contrôlant la majeure partie des trafics du Transkam, ont joué un rôle décisif dans la victoire de E. Kokoïty. Liés au crime organisé russe et ossète du nord, disposant d'une fortune colossale et d'une véritable petite armée privée, les Tedeev financèrent la campagne électorale de E. Kokoïty et garantirent sa victoire. En échange, ils eurent comme prébende le contrôle total de la « douane » sud-ossète, « le Sauvage » devenant officiellement le secrétaire du Conseil national de sécurité sud-ossète.

⁵⁹ Alors que Tchibirov n'obtient que 20 %

⁶⁰ Ils tentèrent d'abord de révéler les liens de E. Kokoïty avec le crime organisé. Ensuite, ils ont tenté de persuader S. Kochiev de démissionner du second tour, ce qui aurait permis l'organisation des nouvelles élections (d'après le règlement, deux candidats étaient nécessaires au second tour). S'il n'y avait qu'un seul prétendant, plus de 50 % des électeurs inscrits devaient voter pour lui. S. Kotchiev, bien que sachant qu'il n'avait aucune chance de l'emporter au second tour, n'a pas renoncé à sa candidature, en scellant le sort des Tchibirov qu'il considérait comme ses ennemis jurés.

⁶¹ L'un des témoins oculaires de la scène nous raconta en janvier 2002 que le jeune Tchibirov accompagné de ses gardes aurait surgi dans la salle de réunion en criant : « les jeux

d'affrontement fut réel, puisque E. Kokoïty commença à rassembler sur la place centrale de Tskhinvali ses alliés armés. Il déclara au ministre de l'Intérieur sud-ossète Alan Goutchmazov que la responsabilité de la « guerre civile » allait être imputée à la famille Tchibirov, déjà responsable selon lui de la disparition et de l'assassinat de 160 militants de l'opposition depuis 1994 ⁶².

L. Tchibirov n'a pas obtenu l'aide qu'il pensait obtenir de A. Dzassokhov (D. Sanakoev s'était immédiatement rendu à Vladikavkaz) et E. Chevardnadze préféra rester neutre, même si E. Kokoïty galvanisait les foules en vociférant que l'armée géorgienne était à deux doigts d'intervenir à Tskhinvali. Ayant obtenu les garanties d'intouchabilité et de liberté, les fidèles de L. Tchibirov s'étaient retirés du centre-ville. Le second tour que E. Kokoïty emporta avec près de 60 % des voix, eut lieu le 6 décembre. L. Tchibirov déclara qu'il allait quitter la politique et revenir à son métier de chercheur.

Le changement à la tête de l'Ossétie du Sud en 2001 signifiait clairement des modifications à venir. Les ressources de la région allaient davantage être contrôlées par les intérêts financiers des groupes d'intérêt russes qui avaient imposé E. Kokoïty à la tête de la région ⁶³. Pour accroître sa légitimité lui permettant une « tranquillité sur le plan des affaires », celui-ci eut recours à une campagne relativement agressive vis-à-vis de la Géorgie dès son élection, exigeant notamment comme préalable à la reprise des négociations « la reconnaissance du génocide des Ossètes ». Le régime de E. Kokoïty veillait également à la création d'un monisme idéologique dans sa mini-république, cimenté par l'hostilité à tout ce qui venait de Géorgie. Si l'on peut concevoir la méfiance du gouvernement Kokoïty par rapport aux initiatives venant du gouvernement géorgien, il est plus malaisé de comprendre le blocage constant des projets dits de la société civile, qui visaient la réconciliation des deux communautés et l'établissement de la confiance mutuelle. L'exemple le plus emblématique de cette tendance fut l'emprisonnement d'un responsable d'ONG ossète qui dirigeait le programme d'envoi d'enfants en colonies de vacances sur la côte géorgienne de la mer Noire. Quant aux parents « irresponsables », qui laissèrent leurs enfants à « l'influence néfaste des colonies des vacances géorgiennes », ils furent affublés de l'étiquette de « traîtres » dans la presse contrôlée par E. Kokoïty.

L'autre facteur de détérioration de la situation fut la mise en place dans les régions russes de la « fameuse verticale du pouvoir » chère à Vladimir Poutine. Ainsi, la direction nord-ossète – qui, jusqu'aux années 2000, apparaissait comme l'un des principaux facteurs de stabilisation en Ossétie du Sud, modérant notamment les ardeurs des politiciens de Tskhinvali au sujet de l'Ossétie unifiée –, s'est transformée en fidèle exécutante de la politique du Kremlin. Le nouveau président nord-ossète Taïmouraz

sont faits ! Croyez-vous que les Tchibirov vont partir comme ça ? ! ». Interview à Tskhinvali, janvier 2002.

⁶² E. Kokoïty n'a jamais présenté une quelconque preuve de ses affirmations.

⁶³ Peu de temps après la publication des résultats, le député de la chambre basse du parlement russe (la *Douma*), Anatoli Tchékhoev, originaire d'Ossétie du Sud, a déclaré à la chaîne de la télévision russe NTV que les milieux criminels venant de toute la Fédération de Russie se dirigeaient vers l'Ossétie du Sud, puisqu'ils avaient « flairé la nouvelle redistribution des richesses liée au changement de la direction politique ».

Mamsourov s'est empressé de faire une déclaration commune avec Edouard Kokoïty en appelant de ses vœux la réunification de deux Ossétie dès septembre 2005. Avec la détérioration des relations russo-géorgiennes, la politique de rapprochement des deux Ossétie comme tentative de déstabilisation du régime géorgien est devenue la politique officielle de Moscou, plus confiante dans la région après l'écrasement de la résistance tchétchène ⁶⁴.

Grâce aux autorités russes, E. Kokoïty fut débarrassé de la tutelle encombrante des frères Tedeev ⁶⁵. Progressivement, il devint l'une des pièces maîtresses du dispositif russe dans le Caucase. Signe de cette confiance, Edouard Kokoïty et ses gardes armés ⁶⁶ étaient présents à Beslan (Ossétie du Nord) lors des événements tragiques de septembre 2004. D'après certaines sources, les hommes de E. Kokoïty seraient même responsables des premiers coups de feu tirés sur le commando retranché dans l'école et du début de l'opération calamiteuse de « libération des otages » ⁶⁷.

Avec la démission d'Alexandre Dzassokhov, à l'époque président d'Ossétie du Nord, critiqué à cause de la faillite de l'opération, E. Kokoïty apparaissait comme le leader possible de l'Ossétie unifiée et les spéculations allaient bon train à propos d'une intronisation éventuelle et *de facto* de E. Kokoïty – l'homme des *siloviki* russes, à la tête des deux Ossétie. A l'époque, ce scénario fut écarté pour éviter de

⁶⁴ Voir dans ce même ouvrage les textes consacrés à la Tchétchénie.

⁶⁵ Les frères étaient devenus les maîtres de l'Ossétie du Sud avec l'élection de E. Kokoïty. Chefs de la douane, du Conseil de sécurité, l'un d'eux, Ibrahim, était même à la tête du comité des droits de l'homme ! Mais ayant reçu les garanties fermes de la part des *siloviki* russes (principalement FSB), E. Kokoïty entra en conflit avec les frères, qui tentèrent de réagir. L'aîné (« *Dikii* ») aurait même physiquement agressé « le président » à plusieurs occasions et les deux hommes s'étaient mutuellement promis la mort en public. Mais après plusieurs affrontements armés, les Tedeev ont compris que leur suprématie dans la région était finie. Tandis que Jamboulat était devenu entraîneur en chef de l'équipe nationale de lutte libre de la Fédération de Russie, Ibrahim s'est installé à Moscou, où il contrôlait plusieurs casinos. Il fut assassiné dans un restaurant de Vladikavkaz en octobre 2006 par un autre mafieux de Tskhinvali, Léon Kokoev.

⁶⁶ Le contingent de la milice sud-ossète à Beslan était dirigé par le chef d'une unité spéciale de l'armée de Kokoïty, Bala Bestaev, l'un des hommes les plus craints en Ossétie. Proche de E. Kokoïty, Bala était accusé d'enlèvements, d'assassinats et de trafics illicites par le gouvernement géorgien. Il a échappé à un attentat en juillet 2006.

⁶⁷ Ce fut notamment le témoignage du journaliste Roustam Kaliev présent sur le lieu du drame. Cette version fut également présentée dans l'article de L. UZZELL, « A South Ossetian Role in Beslan ? », *Chechnya Weekly*, 6 octobre 2004. Selon cette version, la présence de Kokoïty et de ses hommes aurait été voulue par les fédéraux, afin que leur soit confiée la tâche que les forces régulières ne souhaitaient pas accomplir. L'assaut de l'école aurait été décidé dès le début, mais l'opération devait apparaître comme une mesure obligée. Il fallait obliger le commando venu de Tchétchénie à ouvrir le feu sur les fédéraux. Cette tâche aurait été confiée aux miliciens de Kokoïty. Cette version est reprise à quelques nuances près par John Dunlop qui a rédigé un rapport détaillé sur les événements de Beslan pour la fondation Jamestown (« Beslan, Russia's 9/11 ? », *Jamestown Foundation*, octobre 2005). C'est aussi celle du grand reporter de *Moskovskii Komsomolets*, Vadim Retchkalov (« Tol'ko tak my pobedim vraga » (C'est seulement comme ça que nous vaincrons nos ennemis !), *Moskovskii Komsomolets*, 14 septembre 2004). La partie officielle russe récuse cette version.

renforcer le mécontentement de la population nord-ossète traumatisée par la mort de nombreux enfants (339 personnes tuées, dont deux tiers d'enfants), ne désirant pas particulièrement voir un Ossète du Sud (un « Koudarets » selon l'expression ossète) prendre la direction de « leur » république. Néanmoins, les années 2005 et 2006 ont vu devenir pratique courante les réunions communes de cabinets des ministres de l'Ossétie du Nord et du Sud avec la bénédiction des plus hautes autorités de la Fédération de Russie. Ainsi, en mars 2006, la réunion conjointe de deux cabinets de ministres fut présidée par l'assistant du Premier ministre de la Fédération de Russie Sergueï Fradkov, Guenadi Boukaev, connu comme étant à l'époque officieusement chargé des relations avec les régions indépendantistes⁶⁸. Le même Boukaev avait annoncé le 22 mars 2006 un « accord de principe » du gouvernement russe pour procéder à l'intégration de l'Ossétie du Sud au sein de la Fédération de Russie⁶⁹.

D'autres mesures relevant de l'annexion rampante consistaient en un processus pudiquement appelé « intégration » économique de la région séparatiste. Ces mesures comprenaient la construction d'une nouvelle route à travers le tunnel de Roki⁷⁰ et l'installation d'une nouvelle ligne à haute tension pour transmettre le courant électrique vers la région de Tskhinvali directement depuis la Russie. En septembre 2005, le géant Gazprom avait annoncé le projet de construction d'un gazoduc en direction de l'Ossétie du Sud, pour pallier la dépendance gazière de la région séparatiste à l'égard du gazoduc géorgien en provenance de Gori⁷¹. Le nouveau projet de gazoduc était censé faire pression sur les Géorgiens, en leur montrant que la Russie était en train d'envisager sérieusement le rattachement de l'Ossétie du Sud et se préparait à parer aux éventuelles coupures du gaz en provenance de Tbilissi. Commercialement parlant, ce projet estimé à 650 millions de dollars, qui prévoyait la construction d'un gazoduc

⁶⁸ Boukaev est lourdement intervenu lors des élections abkhazes de novembre 2004, en sommant les Abkhazes d'élire un candidat fidèle à Moscou au détriment de celui qui venait d'être désigné par les urnes. Il a également apporté le soutien russe au régime sécessionniste de Smirnov en Transnistrie en réaction au durcissement du régime de contrôle à la frontière de cette république non reconnue imposé par l'Union européenne et l'Ukraine.

⁶⁹ Cette déclaration était censée servir de ballon d'essai au gouvernement russe afin de tester la réaction des pays occidentaux. Même si elle n'a pas été reprise à son compte par le ministère des Affaires étrangères russe, un pas supplémentaire fut franchi en direction de l'annexion de l'Ossétie du Sud.

⁷⁰ La route du col de Roki (situé à 2 950 mètres d'altitude) est la seule route carrossable qui lie l'Ossétie du Nord et la Russie à l'Ossétie du Sud. Toutefois, avant d'arriver à Tskhinvali, cette route devait traverser les villages ethniquement géorgiens de la vallée de la Grande Liakhvi (aujourd'hui entièrement détruits et vidés de leurs habitants), qui n'étaient pas contrôlés par les autorités sécessionnistes.

⁷¹ Avant la guerre de 2008 les Ossètes du Sud recevaient le gaz russe via la Géorgie et de ce fait payaient pour ce gaz un prix légèrement plus élevé que les Géorgiens. En réalité, ce sont les autorités russes (c'est-à-dire Gazprom) qui couvraient les frais de gaz consommé en Ossétie du Sud et versaient une certaine somme aux Géorgiens pour son transit. Khassan Pliev, le ministre du gouvernement *de facto*, affirmait dans une publication en ligne, que l'Ossétie du Sud entendait créer une ou deux « mini-centrales nucléaires » (*sic*) sur son territoire. Voir <http://www.regnum.ru/news/760648.html>.

long de 160 kilomètres à travers plusieurs cols du Grand Caucase pour seulement 7 à 8 000 foyers, était une absurdité économique : il était uniquement politique ⁷².

La collusion des intérêts russes et sécessionnistes atteignit son apogée avec la nomination de militaires de carrière russes et d'individus issus du FSB dans le gouvernement sud-ossète. Ainsi, le Premier ministre sud-ossète Iouri Morozov, chargé de rassembler l'aide économique et financière russe à l'Ossétie du Sud à travers les banques privées russes, le président du Conseil de sécurité Anatoli Barankevitch, colonel de l'armée russe, resté salarié du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, le ministre de la Défense Vassili Lounev, ancien commissaire militaire de l'*oblast* de Perm en Russie centrale et vice-commandant des forces russes en Sibérie, le ministre de l'Intérieur Mikhail Mindzaev, ex-chef des unités spéciales de la police nord-ossète, et le ministre de la Sécurité d'Etat Boris Atoev, ex-chef adjoint du FSB russe en Kabardino-Balkarie ⁷³, venaient tous de la Fédération de Russie ⁷⁴.

Les forces de paix russes stationnées dans la zone du conflit, qui n'ont jamais été neutres, lancèrent une véritable guerre des nerfs contre les Géorgiens. Elles commencèrent notamment à organiser les exercices militaires conjoints avec les miliciens de E. Kokoïty dès 2004 ⁷⁵. Le commandant en chef des troupes de maintien de la paix russes, Sviatoslav Nabdzorov, fut déclaré *persona non grata* en Géorgie en 2004 du fait de son engagement en faveur de la sécession de l'Ossétie du Sud. Quant à E. Kokoïty, il se rendait en moyenne deux fois par mois à Moscou depuis 2004, officiellement « pour consultations » avec les autorités russes. Dans ce contexte, le régime sud-ossète ne pouvait plus être qualifié d'indépendantiste. Il était devenu tout simplement l'émanation de l'administration russe.

En plus de la distribution massive de passeports russes à partir de 2002 à la population ossète vivant sur le territoire contrôlé par les sécessionnistes, l'implication

⁷² Après la proclamation de l'indépendance de l'Ossétie du Sud par la Russie en août 2008, la construction du gazoduc est devenue très urgente, car le gaz n'arrivait plus de Gori. Malgré les déclarations tonitruantes, le gazoduc n'a pas pu être construit à temps et des doutes sérieux planent sur sa faisabilité, étant donné les détournements de fonds et la crise financière et économique à laquelle la Russie doit faire face. Le président de la compagnie chargée des travaux, M. Djoussoev, et E. Kokoïty s'accusent de crimes économiques dans la presse russe. Ce projet aurait un sens économique seulement si en cas d'issue politique « favorable » du conflit russo-géorgien (c'est-à-dire en cas de retour de toute la Géorgie dans l'orbite russe), la Géorgie et avec elle l'Arménie et l'Iran se raccordaient à ce gazoduc. Dans ce cas, la Russie réaliserait son rêve de sabotage des projets Est-Ouest (BTC, Bakou-Erzurum, Nabucco) et prendrait également sous son contrôle les exportations du gaz iranien vers l'Europe.

⁷³ Les chefs précédents du KGB sud-ossète étaient aussi directement parachutés de Russie : Anatoli Iarovoï était chef de l'unité du FSB de Mordovie avant son arrivée à Tskhinvali et Nikolaï Dolgoplov était un journaliste spécialisé dans les affaires d'espionnage. Ce dernier fut embauché pour mener une campagne de propagande contre la Géorgie.

⁷⁴ Après la reconnaissance de l'indépendance par la Russie, le nombre des bureaucrates détachés de l'administration russe augmenta. La présence de cadres originaires d'Oulianovsk (région de la Volga) est particulièrement remarquable. En effet, les entreprises de cette région russe sont « pressenties » pour la privatisation de la seule entreprise sud-ossète pouvant dégager des profits, les mines de zinc et de cuivre de Kvaissi.

⁷⁵ Interview en mai 2008 avec un officier supérieur géorgien en poste dans la région.

russe à Tskhinvali était de plus en plus militaire. Dès 2003, les forces russes avaient commencé à installer une base militaire à Djava en violation de tous les accords signés entre les parties ⁷⁶. En 2005, la police militaire géorgienne avait intercepté des camions militaires russes livrant plusieurs centaines de roquettes aux troupes de E. Kokoïty. D'après l'ex-ministre géorgien chargé des conflits entre 2004 et 2005, G. Khaïndrava, la Russie aurait fourni à E. Kokoïty de 200 à 300 camions de munitions militaires, plusieurs tanks et blindés, ainsi que des pièces d'artillerie et de défense anti-aérienne ⁷⁷. Ainsi vers le milieu des années 2000, E. Kokoïty avait à sa disposition une armée de plus de 3 000 soldats, comprenant la « Garde présidentielle », « le ministère de la Défense de la République de l'Ossétie du Sud » ⁷⁸, l'OMON (forces spéciales du « ministère de l'intérieur ») et un millier de « volontaires » nord-caucasiens, en réalité des Cosaques ou des militaires démobilisés des forces armées de la Fédération de Russie et « détachés » en Ossétie du Sud ⁷⁹. L'essentiel des troupes sécessionnistes était stationné au nord de la ville de Tskhinvali et de l'enclave géorgienne de la vallée de la Grande Liakhvi. C'est également dans le district de Djava que se trouvaient les bases des « volontaires » russes, qui effectuaient des allées et venues incessantes au gré de la montée ou de la baisse des tensions. Les districts de Djava et de Znaouri (à l'ouest de Tskhinvali) restaient inaccessibles aux observateurs de l'OSCE, ainsi qu'aux représentations diplomatiques des pays occidentaux. A l'aide des militaires russes, les troupes de E. Kokoïty y avaient dressé des dispositifs défensifs et déployé des pièces d'artillerie lourde, pourtant bannies de la zone du conflit selon les accords de Dagomys. D'après certains analystes militaires, ces armes pouvaient atteindre, en cas de reprise des opérations militaires, le pipeline BTC, situé à une centaine de kilomètres de Tskhinvali ⁸⁰. Le soutien militaire russe n'était pas

⁷⁶ D'après Andrei Illarionov, l'ex-conseiller du président Poutine, treize tanks russes arrivèrent à Djava en hiver 2003. Ce fut le début de la militarisation accélérée de la région qui ne cessa jamais jusqu'au déclenchement de la guerre en août 2008. Voir l'interview de A. ILLARIONOV à *Interfax* le 29 décembre 2008

⁷⁷ Ce rapport fut présenté par le ministre Khaïndrava au parlement géorgien au printemps 2006.

⁷⁸ Ce ministère était illégal selon les termes des accords de Dagomys de 1992, qui concédait le monopole de la sécurité dans la zone du conflit au contingent du maintien de la paix mixte.

⁷⁹ Voir par exemple les données citées dans la publication annuelle « Military Balance » de l'International Institute of Security Studies (IISS, Londres). Selon l'étude 2008, l'Ossétie du Sud était classée en première position mondiale pour le ratio des tanks et des blindés disponibles par mille habitants (l'Abkhazie était classée troisième). Voir <http://www.iiss.org/publications/military-balance/the-military-balance-2008>.

⁸⁰ Les « militaires » sud-ossètes, agissant sur instruction de A. Barankevitch, avaient réalisé plusieurs attentats contre les objectifs stratégiques (barrages, lignes à haute tension) situés sur le territoire contrôlé par les autorités géorgiennes. D'après le gouvernement géorgien, les Forces de paix russes servaient également de couverture aux agissements des groupes de diversion du GRU (services de sécurité de l'armée russe), dont les officiers planifiaient des attentats et actes de sabotage à partir du territoire ossète. Le général Anatoli Syssoev (l'un des quatre espions russes arrêtés à Tbilissi en octobre 2006) était notamment impliqué dans la préparation et la réalisation de l'attentat contre le bâtiment de la police à Gori en 2004 qui a causé la mort de plusieurs personnes.

seulement logistique. Les unités de la 58^e armée de la Fédération de Russie déployées sur le territoire de l'Ossétie du Nord avaient plusieurs fois démontré leur capacité à franchir la frontière géorgienne, si l'ordre en était donné : à chaque regain de tension au sud, les manœuvres militaires de grande envergure étaient lancées à proximité immédiate du passage de Roki. Ce fut également le cas lors des manœuvres qui se tinrent en juillet 2008, quelques semaines avant le début de la guerre.

5. Les aléas de la politique géorgienne vis-à-vis de l'Ossétie du Sud

A l'implication grandissante de la Russie, la Géorgie tentait de trouver une réponse adéquate. Le programme minimum pour le gouvernement géorgien était la défense des villages géorgiens de la région (les vallées de la Grande et de la Petite Liakhvi, l'enclave de Nuli-Eredvi, ainsi que le district d'Akhalgori). La population géorgienne était soumise à des bombardements nocturnes fréquents censés obliger les habitants à quitter cette zone. Le programme maximum du gouvernement était évidemment de recouvrer la souveraineté sur la totalité de la région – M. Saakachvili l'avait promis à ses électeurs dès janvier 2004, lorsqu'il venait d'être triomphalement élu à la présidence de la République dans le sillage de la « révolution des roses ». Mais d'après les dirigeants géorgiens, la « restauration de l'intégrité territoriale » ne devait pas signifier la souveraineté intégrale et sans partage. Les autorités centrales reconnaissent publiquement le droit des Ossètes à l'autodétermination et la nécessité de restaurer une république autonome ossète au sein de la Géorgie. En cela, M. Saakachvili avait marqué sa différence avec les gouvernements de Z. Gamsakhourdia et de E. Chevardnadze. M. Saakachvili avait d'ailleurs réintroduit dans les langages officiel et administratif géorgiens l'expression même d'Ossétie du Sud, bannie auparavant au profit de celle de « Tskhinvalis regioni » (région de Tskhinvali), tandis que l'appellation de Samatchablo⁸¹ avait l'aval des nationalistes géorgiens. Malgré la protestation de certaines forces de l'opposition nationaliste, le président géorgien proposa de restaurer l'autonomie ossète « dotée de prérogatives plus étendues que celles dont bénéficiait l'Ossétie du Nord au sein de la Fédération de Russie »⁸². Comme geste de bonne volonté, 300 000 dollars furent débloqués du budget géorgien, afin de permettre aux Ossètes ayant quitté la Géorgie dans les années 1990 de revenir sur leur lieu d'habitation d'origine⁸³. A maintes reprises, les Géorgiens avaient

⁸¹ Samatchablo se traduit du géorgien comme « le domaine des (princes) Matchabéli ». Ce terme s'est répandu à partir de la fin des années 1980 et la montée en puissance des mouvements indépendantistes en Géorgie. Voulu comme « nationalement correct », contre l'Ossétie du Sud, « invention des communistes », il est néanmoins anachronique et mal ciblé. En effet, le domaine des princes Matchabéli ne couvrait pas la totalité du territoire de l'Ossétie du Sud, mais seulement les environs de la ville de Tskhinvali et son district.

⁸² Intervention du président géorgien à la télévision nationale le 15 février 2005.

⁸³ Néanmoins, le nombre des rapatriés était resté très bas par rapport aux dizaines de milliers d'Ossètes qui ont dû quitter la Géorgie entre 1990 et 1992. Voir le rapport d'INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Georgia's South Ossetian Conflict : Make Haste Slowly*, Bruxelles, 7 juin 2007.

proposé le contrôle commun (avec les autorités sud-ossètes et russes) du tunnel de Roki, lieu de passage de tous les trafics et des produits illicites⁸⁴.

L'une des premières mesures adoptées par le gouvernement issu de la « révolution des roses » fut le démantèlement des réseaux de contrebande et du vaste marché à ciel ouvert d'Ergneti, situé entre la ville de Tskhinvali et le territoire sous contrôle des autorités centrales. En fermant le trou béant d'Ergneti, le gouvernement pensait faire d'une pierre deux coups : renflouer les caisses de l'Etat et faire fondre les revenus de E. Kokoïty. Les Géorgiens escomptaient la chute rapide de la légitimité du régime sécessionniste, qui au bout de deux ans et demi de pouvoir à Tskhinvali, ne bénéficiait plus de la confiance de la majorité des Ossètes. Ces actions, couplées avec « l'assaut humanitaire » des villages ossètes, c'est-à-dire l'envoi de denrées alimentaires de base et d'engrais pour les paysans, étaient censées faire pencher la population ossète dans le camp des autorités centrales. En réalité, les mesures géorgiennes furent accueillies par la population ossète d'une façon plus que mitigée. Non seulement elles montraient que les autorités géorgiennes ne prenaient pas la mesure du fossé qui séparait Ossètes et Géorgiens, mais la démarche était aussi très maladroite, elle donnait en effet l'impression que les Ossètes pouvaient être « achetés » à bas prix. E. Kokoïty et les forces russes, en jouant sur la « menace géorgienne » réussirent à mobiliser l'opinion contre M. Saakachvili et le président autoproclamé se présenta comme « le sauveur de la nation ». La lutte contre la contrebande dégénéra vite en affrontements armés. La tentative de Tbilissi eut des conséquences plutôt négatives : la fragile confiance intercommunautaire qui s'était instaurée en douze années de « ni guerre, ni paix » s'était brisée, et les forces les plus hostiles au règlement du conflit, Edouard Kokoïty et ses alliés, se retrouvèrent confortées dans leur position. Les affrontements qui suivirent la fermeture du marché de la contrebande à Ergneti en août 2004 firent plusieurs dizaines de victimes et marquèrent le début d'une période de tension et d'accélération de la militarisation de la région.

Le gouvernement géorgien a néanmoins marqué un point important depuis 2006. Par sa politique active et volontariste, il avait réussi à attirer une partie de l'élite ossète locale dans son camp. L'élite sud-ossète, malgré sa taille relativement réduite (il s'agit en effet de la classe dirigeante des quelque 35 000 Ossètes qui demeuraient dans l'ex-région autonome) n'avait jamais été monolithique – les clivages claniques, sectoriels et les conflits d'intérêt y existaient même sous la présidence de L. Tchibirov. Mais en 2006, pour la première fois depuis le début du conflit en 1991, une partie de cette élite était apparue comme ouvertement pro-géorgienne, ou du moins favorable à la réintégration au sein de la Géorgie de l'Ossétie du Sud gratifiée d'un statut de large autonomie. L'apparition de ce courant était en grande partie la conséquence de la politique rigide et prédatrice de E. Kokoïty à l'intérieur de l'Ossétie du Sud, à l'accaparement de la plupart des ressources de la région par ses fidèles, avec la protection de Moscou. Les mécontents de la politique de la direction sécessionniste furent habilement récupérés par Tbilissi, qui semblait avoir retenu la leçon des

⁸⁴ Cette proposition a également été faite à la Fédération de Russie. Après leur refus, les Géorgiens avaient tenté de lier cette question à celle de leur accord pour l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.

événements de l'été 2004 et ne privilégiait plus une action volontariste de reprise en main de la région. Les plus ardents partisans de la solution militaire de la question sud-ossète, à l'instar du ministre de la Défense Irakli Okrouachvili, furent remerciés en novembre 2006⁸⁵. D'ailleurs, plus qu'un faucon véritable, I. Okrouachvili jouait le rôle d'épouvantail au sein du gouvernement de M. Saakachvili, rôle qui s'est avéré inutile à la fin de l'année, tant le soutien des pays occidentaux, qui exigeaient son départ, parut indispensable.

La nouvelle stratégie du gouvernement géorgien misait sur l'isolement de E. Kokoïty sur la scène ossète. Le but de la manœuvre était de démontrer que celui-ci ne représentait nullement l'Ossétie du Sud, mais seulement un groupe politico-économique agissant sur ordre de la Russie. M. Saakachvili tenta de montrer également qu'il ne s'agissait pas d'un conflit géorgiano-ossète, mais d'un conflit entre les autorités centrales géorgiennes et un représentant des intérêts russes, donc avec la Russie.

Tbilissi soutint la constitution d'une « administration provisoire sud-ossète » composée d'hommes politiques et de notables opposés à E. Kokoïty. Significativement, les leaders « alternatifs » ossètes – Dimitri et Vladimir Sanakoev, Djemal, Ianek et Ourouzmag Karkousov, étaient issus de l'ancien camp « séparatiste ». En effet, Dimitri Sanakoev était Premier ministre et ministre de la Défense du gouvernement sécessionniste de L. Tchibirov, tandis que Djemal Karkousov⁸⁶ était ministre de l'Intérieur et président du « comité de la sécurité nationale » de E. Kokoïty. De même, Alan Parastaev, l'ex-ministre de la Justice de la république autoproclamée, avait également déserté Tskhinvali⁸⁷. Ainsi, les chefs du Mouvement du salut national ossète, adversaires de E. Kokoïty et alliés de Tbilissi, quelques années, voire quelques mois avant leur ralliement, étaient parmi les tenants principaux de la séparation de l'Ossétie du Sud. La facilité avec laquelle les dirigeants sud-ossètes passèrent de l'option « indépendantiste », à l'option « pro-géorgienne » laissait penser que la République indépendante de l'Ossétie du sud ne fut jamais prise au sérieux, y compris par ses propres dirigeants⁸⁸.

⁸⁵ Originaire de Tskhinvali, I. Okrouachvili a fait scandale en déclarant son intention de fêter l'arrivée de la nouvelle année 2007 dans sa ville natale. Dans la même interview, l'ex-ministre déclarait qu'il était partisan de la résolution pacifique du conflit ossète, mais c'est surtout sa « menace » qui attira l'attention, comme preuve qu'au moins une partie de l'équipe gouvernementale géorgienne était en faveur de l'action musclée en Ossétie du Sud.

⁸⁶ Les frères Karkousov étaient les plus fidèles alliés de E. Kokoïty. Ce sont eux qui ont permis à ce dernier de se dégager de l'emprise du clan des Tedeev. Lorsque E. Kokoïty s'est trouvé des patrons puissants à Moscou, il s'est débarrassé à son tour des Karkousov, en les emprisonnant à Tskhinvali. Au début 2006, les Karkousov, aidés par les services secrets géorgiens se sont évadés et se sont réfugiés dans la zone contrôlée par Tbilissi. Ils ont vite rejoint le Mouvement du salut national ossète dirigé par D. Sanakoev.

⁸⁷ La police de Kokoïty a obtenu les aveux de Parastaev, qui déclara que les Géorgiens lui avaient versé 220 000 dollars pour assassiner E. Kokoïty. Plus tard, Parastaev (par l'intermédiaire de son avocat Mikheev) a porté plainte auprès du Tribunal européen des droits de l'homme à Strasbourg contre Kokoïty, accusant ce dernier d'avoir obtenu les « aveux » sous la torture.

⁸⁸ E. Kokoïty confirma cette tendance, lorsque quelques jours après la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud par Moscou (le 26 août 2008), il déclara que sa région ne

A la fin de l'année 2006, « l'Administration provisoire de l'Ossétie du Sud » organisa des élections alternatives au scrutin « présidentiel » et au référendum organisés par E. Kokoïty. Le référendum des anti-Tbilissi et sa couverture médiatique furent totalement pris en charge par la Fédération de Russie, dont la machine de propagande tenta de présenter l'élection de E. Kokoïty comme un événement d'importance mondiale⁸⁹. Un centre de presse international fut installé à Tskhinvali, dirigé par Oleg Sapojnikov, l'adjoint du chef de la direction des Relations interrégionales de l'Administration présidentielle de la Fédération de Russie, Modest Kolerov⁹⁰. Comme c'était à prévoir, E. Kokoïty et le « oui » obtinrent respectivement 98 et 99 %. Alors que l'OSCE, l'ONU et l'UE n'ont pas reconnu la légalité de ce référendum et n'y ont envoyé aucun observateur, la Fédération de Russie par la voix de son ministère des Affaires étrangères a qualifié le scrutin d' « expression libre et démocratique du choix du peuple de l'Ossétie du Sud »⁹¹. Les élections parallèles organisées par « l'Administration provisoire » se sont quant à elles déroulées dans les zones d'Ossétie du Sud contrôlées par le gouvernement central. « Dans le doute », certains Ossètes participèrent même aux deux scrutins concurrents⁹². Selon les résultats des élections « alternatives », le candidat Dimitri Sanakoev avait obtenu 80 % des voix⁹³. Après avoir été proclamé « président de l'Administration provisoire de l'Ossétie du Sud » par la Commission électorale centrale alternative, D. Sanakoev avait formé un gouvernement ossète alternatif, dont le siège se situait dans le village de Kourta, à quelques kilomètres au nord de Tskhinvali. Le gouvernement comptait plusieurs ministères, y compris un ministère des Affaires étrangères, mais ne comportait pas de ministère de la Défense pour illustrer son refus d'affrontement avec la partie pro-russe et son accord de principe sur un partage des tâches avec le gouvernement central.

Les autorités géorgiennes investissaient autant d'espoirs que de moyens matériels dans le gouvernement provisoire de D. Sanakoev. Ainsi, les locaux du gouvernement *bis* furent aménagés et reconstruits à la place de l'hôpital de Kourta par les soins du gouvernement central. Tbilissi y avait financé la construction d'écoles, d'hôpitaux,

souhaitait nullement l'indépendance, mais un rattachement à la Russie. Voir « L'Ossétie du Sud veut intégrer la Russie », *Le Figaro*, 11 septembre 2008. Ce type de déclaration annihile aux yeux de la communauté internationale l'argument russe selon lequel le Kremlin fit la guerre à la Géorgie pour aider le peuple ossète à obtenir l'indépendance.

⁸⁹ La campagne électorale, et les élections furent couvertes par les chaînes de télévision russe dans de longs reportages, occupant parfois la moitié du journal télévisé. Les reportages étaient soigneusement préparés pour créer chez le citoyen russe « lambda » l'impression qu'il s'agissait d'un « pays » relativement important, de quelques millions d'habitants au moins (aucun reportage n'a pris le soin de donner les chiffres démographiques ou économiques de l'Ossétie du Sud), ami et allié fidèle de la Russie qui luttait contre le colonisateur géorgien à la solde de l'impérialisme américain.

⁹⁰ Le même Sapojnikov était chargé de la mise en place du même type de « centre de presse internationale » à Tiraspol, lors du référendum pour l'indépendance de la Transnistrie.

⁹¹ Voir la dépêche d'*Interfax* du 10 novembre 2006.

⁹² Voir I. STARKOV, « Molotchnoe bratstvo » (Frères de lait), *Ogoniok*, 20-26 novembre 2006, ainsi que l'article de A. TSOUKHOURBAEV paru sur le site www.gazeta.ru le 9 novembre 2006.

⁹³ Les résultats des élections parallèles sont également sujets à caution, notamment à cause du gonflement artificiel du nombre des votants.

d'installations sportives et même de discothèques, censées attirer la jeunesse ossète à qui le gouvernement Kokoïty promettait comme seul emploi rémunéré le service dans les milices armées. Il n'est pas sans intérêt de souligner que l'appui apporté par l'équipe de Saakachvili au gouvernement de D. Sanakoev était critiqué par l'opposition géorgienne, plus nationaliste que le pouvoir, qui considérait que les zones sous contrôle géorgien (district d'Akhalgori, vallées de la Grande et de la Petite Liakhvi), étaient à tort officiellement reconnues comme faisant partie de l'Ossétie du Sud ⁹⁴.

L'apparition sur la scène ossète d'un gouvernement alternatif, non sans l'aide de Tbilissi, et son installation sur le territoire de l'Ossétie du Sud devaient servir de refuge et de protection à tous les mécontents du régime de E. Kokoïty. Cette opportunité n'était pas négligeable, puisque de par la forte collusion des intérêts russes avec E. Kokoïty, l'opposition sud-ossète n'avait que peu de chances de trouver une oreille attentive à Moscou ou à Vladikavkaz. De son côté, E. Kokoïty s'était retrouvé de plus en plus otage des cadres directement envoyés de Russie, généralement issus du FSB, du GRU ou de l'armée, ce qui ne pouvait que mécontenter les cadres locaux. Ce mécontentement croissant rendait ces cadres et ces notables mobilisables par les autorités alternatives. Les Géorgiens décidèrent également de donner leur feu vert à ce que les dix millions d'euros dégagés pour constituer un fonds de réhabilitation de l'Ossétie du sud par la conférence des donateurs réunie à Bruxelles en juin 2006, soient alloués à « l'administration alternative », dont on escomptait le renforcement de la légitimité, comparée à celle de E. Kokoïty, grâce aux succès dans la reconstruction. Dans ce contexte, E. Kokoïty comptait uniquement sur l'aide russe qui, en plus d'offrir gratuitement l'énergie, versait les pensions et les retraites et transférait des sommes non négligeables pour financer les forces armées sud-ossètes et les campagnes de propagande ⁹⁵.

Sans pouvoir entièrement éliminer E. Kokoïty, la reconnaissance *de facto* de Tbilissi ouvrit à l'administration Sanakoev les portes des organisations internationales, ce qui n'était pas négligeable, puisque E. Kokoïty s'isolait de plus en plus de la scène internationale. Ses rapports avec les organisations multilatérales présentes dans la zone du conflit (OSCE) et avec les représentations diplomatiques des pays occidentaux en Géorgie se détérioraient rapidement ⁹⁶. Son agressivité vis-à-vis des acteurs

⁹⁴ Suite à l'occupation d'Akhalgori par les forces russes en 2008, l'opposition géorgienne s'est souvenue de cette décision de M. Saakachvili et lui a adressé une avalanche de critiques.

⁹⁵ L'aide financière russe avait pour objectif principal l'affaiblissement du régime de Tbilissi, le développement de l'Ossétie du Sud n'a jamais été la priorité. De plus, étant donnée la corruption galopante, les transferts russes étaient en grande partie détournés par E. Kokoïty et son entourage. De même, Kokoïty fut vertement critiqué par la mission de la Cour des comptes de la Fédération de Russie, qui s'est rendue à Tskhinvali en décembre 2008, afin d'étudier la disparition d'immenses sommes d'argent allouées par le budget russe suite à la reconnaissance et la signature du « traité d'amitié et de coopération entre l'Ossétie du Sud et la Fédération de Russie » en octobre 2008.

⁹⁶ En plus d'un incident avec l'ambassadeur français, le Premier ministre du gouvernement Kokoïty avait publiquement émis les propos des plus grossiers à l'égard de la délégation de l'assemblée parlementaire de l'OTAN (son président français fut traité de « coq gonflé et

internationaux semblait faire partie d'une stratégie délibérée qui ne profitait à terme qu'à la Russie, dont le but stratégique était bel et bien l'élimination des organisations internationales de la région⁹⁷. L'objectif majeur des Géorgiens était logiquement inverse : mobiliser la communauté internationale dans les conflits abkhaze et sud-ossète et internationaliser les conflits pour ôter à la Russie son monopole dans la gestion des crises.

Entre 2007 et août 2008, l'activisme de Tbilissi en Ossétie du Sud était accompagné d'une nervosité accrue de la frange pro-russe. Des incidents armés opposaient troupes géorgiennes et miliciens ossètes quasiment toutes les semaines. La confrontation généralisée en Ossétie du Sud n'était pas souhaitée par le gouvernement géorgien. Même s'ils disposaient d'une supériorité militaire sur les milices sud-ossètes, les Géorgiens estimaient que même en cas de victoire sur E. Kokoïty, l'intégrité territoriale du pays n'allait pas être atteinte, puisque en contre-mesure, la Russie allait accroître sa présence militaire en Abkhazie, signifiant la perte définitive de cette région, autrement plus importante que l'Ossétie du Sud et ses 35 000 habitants. Avant la reprise de la guerre en août 2008, les autorités de Tbilissi pensaient avoir rempli en Ossétie du Sud leur programme minimum : ils contrôlaient près de la moitié du territoire (d'après les sources géorgiennes, deux tiers du territoire) de la région, les villages à majorité géorgienne étaient bien protégés, ils recevaient de l'aide du gouvernement central et la reconstruction était en marche. La situation de l'autre camp était loin d'être brillante. Le régime Kokoïty ne survivait que grâce aux transferts directs de Russie, transferts qu'il détournait allègrement, au point même d'inquiéter et d'agacer Moscou. Afin d'obtenir encore plus d'aide russe, E. Kokoïty avait tout intérêt à montrer que la guerre avec Tbilissi était imminente. Ainsi les escarmouches reprenaient régulièrement, visant à démontrer que E. Kokoïty utilisait l'argent russe à bon escient. Le dépeuplement y était en marche, à cause de l'insécurité et de l'absence de perspective économique : jadis et même pendant l'accalmie de 1992-2004, la région était économiquement entièrement tournée vers la Géorgie, car elle est séparée de l'Ossétie du Nord et de sa capitale Vladikavkaz par une route difficile, jalonnée de plusieurs cols quasiment infranchissables en hiver. La population civile de l'Ossétie du Sud était ainsi devenue l'otage de la guerre que la Russie menait contre la Géorgie par l'intermédiaire de E. Kokoïty. Dans les mois qui ont précédé la guerre de 2008, l'Ossétie du Sud était devenue le paradis et le refuge des auteurs d'attentats et de sabotages sur le territoire géorgien⁹⁸.

prétentieux », et son adjoint, un parlementaire hollandais, « de porc »). Voir le rapport de *Radio Free Europe, Radio Liberty* du 23 septembre 2006. La direction de l'autre région sécessionniste de Géorgie, l'Abkhazie, tentait au contraire de conserver une certaine respectabilité auprès des organisations internationales et des délégations des pays étrangers. Malgré l'existence du gouvernement abkhaze pro-géorgien et son installation dans la vallée de Kodori, les autorités *de facto* de Soukhoumi ne sont jamais allées aussi loin dans l'auto-isolément de leur région.

⁹⁷ Après la guerre de 2008 et le déploiement des observateurs de l'UE, la Russie leur interdit l'accès aux régions occupées et elle sabota le fonctionnement de la mission de l'OSCE en Géorgie, qui s'arrêta le 1^{er} janvier 2009 à cause du veto russe.

⁹⁸ En 2007, plusieurs attentats furent commis contre les représentants de l'administration pro-géorgienne de l'Ossétie du Sud et contre les policiers géorgiens des unités spéciales (une

La politique géorgienne vis-à-vis de l'Ossétie du sud entre 2004 et 2008 a été marquée par plusieurs vecteurs parfois contradictoires. Cela rendit difficile l'élaboration d'une stratégie à long terme. Durant ces quatre années, la politique géorgienne se décidait sur le coup et au fur et à mesure que les dirigeants réalisaient l'inefficacité des politiques précédentes. Si au début du mandat Saakachvili, Tbilissi pensait que le problème principal était E. Kokoïty et que sa neutralisation rapide allait résoudre le problème avant même que Moscou puisse intervenir efficacement, à partir de 2006-2007 l'implication russe était devenue tellement évidente que le facteur strictement local était passé au second plan : il fallait désormais lutter contre la machine militaire et politique russe. Il en va de même pour le choix des instruments de cette politique. Voulant à tout prix attirer les sympathies de la population ossète et la bienveillance occidentale, les Géorgiens tentaient des opérations de séduction et de dialogue avec la société située de l'autre côté des barricades. Mais réalisant que ces efforts étaient voués à l'échec de par le sabotage systématique par E. Kokoïty et Moscou de toute initiative, ils recouraient à la rhétorique musclée et participaient à la militarisation de la région.

6. Conclusion

En plus du conflit communautaire qui avait sa propre dynamique, l'Ossétie du Sud était devenue au fil des années l'un des leviers principaux à la disposition des occupants successifs du Kremlin, de la direction de l'URSS aux présidents de la Fédération de Russie, dans leurs tentatives de soumettre la Géorgie à leur influence. Avec la rivalité russo-américaine accrue dans la région à partir des années 2000, l'Ossétie du Sud, dirigée par les officiers russes et militarisée à outrance, fut utilisée pour déstabiliser le régime de M. Saakachvili et empêcher le rapprochement de la Géorgie avec l'OTAN. La carte des « Etats auto-proclamés » est devenue la pièce maîtresse de la politique russe du maintien de son influence dans l'espace postsoviétique. Après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les Etats-Unis et certains pays de l'UE⁹⁹, la Russie entama le processus de « dégel » des conflits abkhaze et ossète en opérant un changement important par rapport à sa politique traditionnelle qui consistait à soutenir le *statu quo*. Ce *statu quo* signifiait le soutien à l'indépendance *de facto* de ces deux régions et les efforts en vue d'empêcher Tbilissi de rétablir le contrôle, y compris par le sabotage des négociations internationales¹⁰⁰. Présentant

vingtaine d'entre eux trouvèrent la mort en 2007 et une quinzaine dans les huit premiers mois de 2008). Les lignes à haute tension, les ponts et autres infrastructures étaient régulièrement endommagés.

⁹⁹ Voir le texte de Bruno COPPIETERS dans cet ouvrage.

¹⁰⁰ Plusieurs plans de règlement des conflits séparatistes géorgiens étaient présentés en 2008 (ils portaient surtout sur l'Abkhazie). Après les propositions de M. Saakachvili faites en février 2008, il y eut le « plan Steinmeier » et l'élaboration du « plan Rice » en mai-juin 2008. Le plan Steinmeier fut accepté par la Géorgie, alors que la Russie semblait y porter peu d'intérêt. Ne voulant pas apparaître comme la partie qui sabotait les accords, la Russie les a fait échouer par la voix des séparatistes abkhazes. De la même façon, le contrôle quasi total des entités séparatistes géorgiennes permet à la Russie de bloquer le processus de négociation commencé à Genève le 15 octobre 2008, tout en tentant de sauvegarder la respectabilité internationale.

le refus de l'octroi de l'invitation officielle à rejoindre l'OTAN (le *Membership Action Plan* – MAP) que la Géorgie allait essuyer au sommet de Bucarest, la Russie entama le 6 mars 2008 la procédure de reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la dénonciation unilatérale de la décision du sommet des chefs d'Etat de la CEI de 1996 qui obligeait tous les pays membres de s'abstenir d'établir des relations officielles avec les entités séparatistes. Dès le printemps 2008, la Russie légalisa officiellement les relations avec les autorités *de facto* (officieusement, ces relations étaient déjà établies depuis longtemps), envoya sans concertation préalable de nouvelles troupes non prévues par les accords en Ossétie du Sud et en Abkhazie, introduisit des troupes du génie militaire pour restaurer le chemin de fer en vue d'un déploiement rapide de troupes et d'armements en Abkhazie, offrit un armement antiaérien sophistiqué aux sécessionnistes abkhazes et abattit des drones des forces armées géorgiennes.

L'intervention grandissante de la Russie en Géorgie visait des objectifs plus globaux : ils allaient de la réponse au Kosovo jusqu'au renversement des régimes installés suite aux « révolutions de couleurs », analysées à Moscou comme le résultat d'un « complot américain ». Le conflit sud-ossète devenait otage de la grande politique. Dans ce contexte, les Occidentaux ne furent pas à la hauteur de la compétition, car ils n'étaient pas prêts à s'engager militairement en Géorgie, alors que la Russie prit cette décision après avoir perdu sur le terrain du *soft power*. N'ignorant pas les divisions entre la « vieille Europe » et les Etats-Unis, sachant les Etats-Unis quasiment paralysés par les élections présidentielles et la Géorgie hors du bouclier de l'OTAN, à l'approche de l'été 2008 la guerre apparaissait comme une véritable aubaine pour Moscou, un moyen « rationnel » de continuer sa politique par d'autres moyens.